d'intervenir. Les Anglais de Cologne et le Dresde ont également protesté, mais le consul général d'Angleterre a déclaré qu'il n'avait reçu aucun renseignement pour lui permettre d'intervenir.

Or, monsieur l'Orateur, si les informations que je viens de lire sont exactes en substance, je crois que le cas est digne d'attirer l'attention du Gouvernement. Quelqu'un d'entre nous ont eu personnellement l'occasion de faire connaissance avec les méthodes bureaucratiques en vogue à Dresde particulièrement et dans d'autres parties de l'Allemagne, où une personne peut difficilement inviter un ami à lui faire une visite sans que la démarche ne soit connue des autorités. C'est un fait singulier, à propos de cete dépêche, qu'en regardant sur la liste du Foreign Office, j'ai constaté qu'environ 50 p. 100 de consuls généraux et vice-consuls sont allemands et dans le cas particulier, le consul général à Berlin est Paul von Schwabach et à Leipnick, le baron von Tauchnitz. Maintenant, nous avons fréquemment l'habitude au Canada de nous glorifier de notre dignité de nation naissante et aussi d'affirmer quelquefois très énergiquement la position éminente que nous occupons dans les conseils de l'empire. Nous avons entendu récemment un récit très dramatique...

M. L'ORATEUR: L'honorable député n'a pas en ce moment l'autorisation de discuter une question.

M. BURRELL: Alors j'en demande la permission. J'allais faire remarquer que nous avons entendu un récit très dramatique d'un évènement survenu à Rome, qui nous a été fait par le premier ministre et qui traite de ce même sujet. Mais, si c'est beau d'être protégé à Rome par le drapeau britannique, je crois que les Canadiens ont autant de droit d'être protégés dans tout autre pays étranger. J'espère que le Gouvernement voudra bien examiner cette question.

QUESTION RELATIVE A LA DISTRIBUTION DU RAPPORT DE L'AUDITEUR GENERAL.

M. R. L. BORDEN: Je demanderai au premier ministre quand nous pouvons espérer avoir le deuxième volume du rapport de l'auditeur général. Il est désirable qu'il soit déposé sur le bureau cette semaine si possible, pour qu'il puisse être distribué avant les vacances de Noël.

L'hon. M. FIELDING: La question a été soulevée récemment à une réunion du comité des comptes publics quand l'auditeur général était présent et il nous a dit qu'il ne pensait pas qu'il lui serait possible de le déposer avant les vacances. Sur ma demande il a été entendu que si le vo-

M. BURRELL.

lume pouvait être livré avant les vacances, les exemplaires seraient immédiatement envoyés à tous les membres du comité des comptes publics. Je crains que ce ne soit tout ce que nous puissions faire dans les circonstances, quoique je regrette beaucoup que le volume n'ait pas été soumis à la Chambre.

M. G. TAYLOR: Il devrait être envoyé à chacun des membres de la Chambre aussi bien qu'à chacun des membres du comité des comptes publics.

L'hon. M. FIELDING: La demande a été faite par le comité des comptes publics, mais je ferai prier l'auditeur général d'en envoyer à tous les députés.

QUESTION DE PRIVILEGE. — REPRESENTATION DE QUEBEC-EST ET D'OTTAWA.

M. CAMPBELL: Le très honorable premier ministre (sir Wilfrid Laurier) a déclaré à la Chambre que personne ne lui avait encore demandé de résigner l'un ou l'autre de ses mandats. Je voudrais lui demander si depuis qu'il a fait cette déclaration quelqu'un lui a demandé de démissionner?

Sir WILFRID LAURIER: Non, monsieur l'Orateur, jusqu'à présent personne ne m'a demandé de démissionner.

DISCUSSION GENERALE DU BUDGET.

L'hon. W. S. FIELDING (ministre des Finances) propose que la Chambre siège en comité des voies et moyens pour trouver les crédits qui doivent être accordés à Sa Majesté.

—A la dernière session du Parlement, monsieur l'Orateur, les circonstances m'ont obligé à présenter un budget qui, pour ne pas employer une expression plus énergique, n'était pas entièrement gai. Peut-être était-ce parce que partout les ministres des Finances étaient placés dans des circonstances difficiles. Ou bien était-ce aussi parce qu'il s'agissait de mon treizième budget et que je n'avais pas eu la chance qu'on espère avoir à un semblable moment.

Quoiqu'il en soit c'est un plaisir d'atteindre la douzaine de boulanger dans des conditions plus heureuses et de revenir une fois de plus à la bonne vieille histoire du travail général, du commerce prospère, des revenus qui augmentent, des excédents appréciables et des allocations généreuses aux services publics.

Le dernier exercice financier—1908-09—comme nous l'appelons—l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars dernier, n'a certainement pas été une bonne année pour le Canada. Durant l'automne de 1907, il s'était produit une dépression qui avait été presque universelle et qui, pour la répu-

blique située au sud de notre pays, s'était transformée en panique financière. C'eût été trop demander que de pouvoir échapper entièrement aux effets de cette dépression financière. Nous l'avons ressentie jusqu'à un certain point au Canada—heureusement à un degré beaucoup moindre que nos voisins du sud. Elle fit d'abord sentir ses effets à la fin de l'exercice financier, mais la première partie de l'année avait été si prospère qu'en somme le revenu fut très remarquable, ce fut en réalité une année modèle. Mais quand nous entrâmes dans le nouvel exercice financier qui commença le 1er avril 1908 et qui prit fin le 31 mars dernier, nous constatâmes que nos revenus avaient été sérieusement affectés. Le

revenu de l'année précédente, que nous appelons une année modèle se chiffrait par \$96,054,505.81.

Or, en arrivant à la fin de l'année 1908-09, nous dûmes constater que nos recettes totales n'avaient atteint que \$85,093,404.35. Il y avait donc, dans le revenu de l'année, une diminution de \$10,961,101.46 ou environ \$11,000,000, soit une diminution de 11½ p. 100. Les recettes de l'année ont dépassé mes prévisions d'un peu plus d'un demi-million de dollars. La dépense imputable au revenu atteignit \$84,064,232.38, somme qui dépassait de \$1,000,000 mes prévisions. J'avais évalué le surplus à \$1,500,000. Le surplus fut alors de \$1,029,171.97.

ANNÉE 1908-09—FONDS CONSOLIDÉS.

Actuel.	Prévisions dans le discours du budget, 20 avril 1909.		Excès sur les prévisions.		Différence dans les prévisions.	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Recettes.....	85,093,404	35	84,500,000	00	593,404	35
Déboursés.....	84,064,232	38	83,000,000	00	1,064,232	38
Surplus.....	1,029,171	97	1,500,000	00		
						470,828 03

Un exposé des sources de notre revenu sera intéressant en ce moment pour montrer où s'est produite la diminution. Dans les douanes, il y a eu une diminution de \$10,130,474.80 et dans l'accise, il y a eu une diminution de \$844,383.66. L'administration des postes a continué sa carrière prospère et a donné un surplus de \$293,737.07. Quand quelques départements faiblissent quelque peu, nous pouvons toujours nous retourner vers les postes et constater les changements avantageux qu'ise sont produits.

Autrefois nous avions des frais de port élevé, un service restreint et de lourds déficits. Depuis quelques années, le port est abaissé, le service est de beaucoup plus étendu et nous avons tous les ans un fort excédent.

Dans le département des terres fédérales, les recettes ont augmenté de \$269,634.73. Les recettes de sources diverses accusent une augmentation de \$93,793.97. Dans les chemins de fer, les revenus ont diminué de \$643,408.77.

C'est dans les revenus douaniers, naturellement que la diminution a été plus forte. Les recettes du revenu de l'intérieur ont aussi diminué; la diminution dans le volume des affaires, a amené un ralentissement du trafic sur les chemins de fer et partant dans le revenu.

SOURCES DE REVENU.

Source.	Montant.		Augmentation, 1907-1908.		Diminution, 1907-1908.	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Douanes.....	47,413,336	45			10,130,474	80
Accise.....	14,937,768	02			844,383	66
Postes.....	7,401,623	93	293,737	07		
Terres fédérales	2,153,254	61	269,634	73		
Chemins de fer.	8,891,187	43			643,408	77
Divers.....	4,296,233	91	93,793	97		
	85,093,404	35	657,165	77	11,618,267	23
					657,165	77
					Diminution nette.....	10,961,101 46

Soit une diminution de 11.4 pour 100 comparé au revenu de l'exercice 1907-08.

Si nous passons maintenant au chapitre des dépenses, nous constatons que la dépense totale pour l'exercice 1908-1909, imputable sur le revenu, a été de \$84,064,232.38. Cela constituait un excédent de \$7,422,780.79, sur l'exercice précédent. L'augmentation s'est surtout fait sentir dans les services suivants:

Travaux publics, imputables sur le revenu.....	3,578,857 07
Intérêt sur la dette publique.....	630,987 35
Gouvernement civil.....	1,194,849 45
Législation.....	392,718 30
Divers.....	626,150 44

Service maritime et fluvial.. . . .	320,583 57
Postes.. . . .	586,456 66

Dans l'item relatif au gouvernement civil, l'augmentation provient en partie d'une augmentation réelle des dépenses et en partie d'une nouvelle redistribution des charges. Les dépenses relatives à la législation comprennent les frais d'une élection générale. Sous le chef de dépenses diverses, nous avons inclus \$300,000 pour la commission des champs de bataille et \$100,000 pour les victimes du tremblement de terre en Italie.

Notre revenu ayant été de \$85,093,404.35 et nos dépenses imputables sur le revenu, de \$84,064,232.38, nous nous sommes trouvés avec un excédent de \$1,029,171.97.

Nous arrivons maintenant au chapitre des dépenses spéciales et imputables sur le capital, et pour l'exercice 1908-1909, nous avons le bilan suivant :

DEPENSES SPECIALES. IMPUTABLES SUR LE CAPITAL ET AUGMENTATION DE LA DETTE.

Chemin de fer Transcontinental national.. . . .	\$21,892,351 22
Pont de Québec.. . . .	6,424,781 00
Capital des chemins de fer.. . . .	4,529,052 72
Capital des canaux.. . . .	1,873,868 45
Capital des travaux publics.. . . .	2,832,295 29
Capital des terres fédérales.. . . .	797,746 74
Capital de la milice.. . . .	1,243,071 54
Total des dépenses imputables sur le capital.. . . .	\$42,593,166 97

A cela il faut ajouter les dépenses spéciales suivantes :

Subventions aux chemins de fer.. . . .	\$1,785,887 39
Primes.. . . .	2,467,306 95
Frais d'administration du fonds des emprunts.. . . .	1,854,488 41
Différents transferts.. . . .	221,311 50
Total.. . . .	\$48,922,161 22

A déduire :	
Excédent.. . . .	\$1,029,171 97
Fonds d'amortissement.. . . .	1,922,525 20
Remboursements.. . . .	1,044 72
Total.. . . .	2,952,741 89

Augmentation de la dette.. . . \$45,969,419 33

C'est la plus forte augmentation de la dette que nous ayons eu, durant toutes les années que j'ai eu l'honneur d'administrer les finances du pays. J'avais calculé que l'augmentation de la dette, au cours de cet exercice serait de \$46,000,000 ; elle a été exactement de \$45,969,419, mais le Transcontinental national et le pont de Québec, représentent \$31,317,132.23 de cette augmentation. La différence est représentée par diverses dépenses imputables sur le capital, ou sur un fonds spécial. Durant les exercices précédent nous avons pu pourvoir à la plus grande partie de ces dépenses avec le revenu, mais l'an dernier, avec un abaissement de \$11,000,000 dans les recettes,

nous n'avons pas pu solder ces dépenses sans ajouter quelque chose à la dette publique.

Je passe maintenant à l'exercice de 1909-1910, et je suis heureux de pouvoir mettre sous les yeux de la Chambre un tableau plus réjouissant. L'exercice courant ne sera clos que dans trois mois et demi, et la comptabilité des différents départements n'est complète qu'un certain temps après la clôture de l'exercice, de sorte qu'il est difficile de faire présentement autre chose qu'un calcul approximatif. Cependant, nous serons tous bien aise d'apprendre que les conditions défavorables de l'an dernier ont disparu. Les affaires ont repris leur cours ; nous avons eu une abondante récolte ; on a constaté un regain d'activité dans presque toutes les branches de l'industrie ; notre revenu a reconquis le terrain perdu et nous nous acheminons vers des résultats encore plus brillants.

Le revenu de l'exercice 1909-10—c'est-à-dire l'exercice courant— au 1er décembre, avait atteint \$64,656,509.92 ce qui représente une augmentation de \$9,541,282.75 sur la période correspondante de l'exercice précédent. Ainsi en huit mois, nous avons dépassé de neuf millions et demi, le revenu de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation d'environ \$1,200,000 par mois. Le revenu des quatre derniers mois du dernier exercice a été de \$29,978,177.18. En supposant que durant les quatre mois à venir de l'exercice courant, le revenu soit égal à celui des quatre derniers mois de l'exercice précédent, le revenu total sera de \$94,634,687.10. Mais il est légitime de supposer, que l'augmentation continuera à se faire sentir durant ces quatre mois, mais si on me demande en quoi consistera, au juste cette augmentation, je ne puis répondre qu'avec la plus grande réserve. Jusqu'à présent dans la comparaison que nous venons de faire entre l'exercice en cours et l'exercice précédent nous avons mis en regard les chiffres d'aujourd'hui et ceux de la période la plus difficile de l'an dernier, mais vers l'époque actuelle l'année dernière les affaires commençaient à reprendre. Dans les derniers mois du dernier exercice nous avons constaté une amélioration sensible, et par conséquent, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que pendant les quatre mois à venir (ou plutôt les trois mois et demi) l'augmentation sera aussi prononcée que pendant les huit premiers mois. Quoi qu'il en soit, il y aura certainement une augmentation. Je calcule que le revenu des quatre mois, d'après les chiffres que je donne, mais des trois mois et demi, en réalité, dépassera de \$2,800,000 celui des quatre mois de l'exercice précédent.

En prenant ces calculs pour base, nous arrivons avec un revenu total d'environ \$97,500,000, soit près d'un million et demi

en excès au revenu de l'exercice 1907-1908, le plus fort que nous ayons jamais eu.

Je crois ces calculs très modérés; il est possible qu'ils soient trop; il se pourrait pendant les quatre mois à venir, l'augmentation soit plus considérable que celle que j'ose prédire. Nous pourrions peut-être approcher du chiffre de cent millions de dollars, mais je considère qu'il ne serait pas prudent d'aller jusque là, pour le moment.

J'arrive maintenant au chapitre des dépenses de l'exercice en cours. On se rappelle qu'en prévision d'un abaissement dans le revenu, et que par suite de la crise industrielle et commerciale qui sévissait, nous avons, au cours de la dernière session, considérablement émondé le budget, et que nous avons laissé de côté plusieurs travaux et entreprises très méritoires, que dans d'autres circonstances, nous aurions été bien aise d'encourager.

Les dépenses imputables sur le revenu, durant l'exercice 1908-1909, ont dépassé quelque peu \$84,000,000, et je calcule que celles du présent exercice ne dépasseront pas \$81,000,000. C'est-à-dire que les dépenses imputables sur le revenu seront de \$3,000,000 inférieures à celles de l'exercice précédent. Ainsi, relativement aux finances de l'année, la note dominante du budget est d'abord, une augmentation considérable dans le revenu et une diminution appréciable dans les dépenses.

Avec un revenu de \$97,500,000 d'après les calculs les plus modérés, et une dépense imputable sur le revenu, de \$81,000,000, je crois donc pouvoir compter sur un excédent de seize millions et demi de dollars. Je ne serai pas surpris si les dépenses sont un peu moins élevées et si le revenu dépasse le chiffre que je viens d'indiquer. Il va sans dire que dans ce cas, l'excédent serait encore plus considérable.

Il y a encore les dépenses spéciales et les dépenses imputables sur le capital de l'exercice courant. Le Parlement avait voté à cette fin une somme de \$30,484,739.54, et ce même service pour l'exercice précédent s'était élevé à \$43,372,488.33. On constate ici une forte réduction dans le crédit. Dans les dépenses imputables sur le capital, durant l'exercice 1909-10, le Transcontinental national entre pour \$20,000,000 et nous avons lieu de croire que cette somme sera entièrement employée ou à peu près. Il reste de ce chef \$10,484,739.54, et les probabilités sont que \$10,000,000 seront dépensés. A cela, il faut ajouter les subventions aux chemins de fer, les primes et autres dépenses spéciales que j'estime à \$5,500,000.

L'ensemble des dépenses imputables sur le capital, pour l'exercice en cours, serait donc de \$35,500,000. La réduction prévue dans les dépenses imputables sur le revenu est de \$3,064,232; la réduction prévue dans

les dépenses spéciales et imputables sur le capital, est de \$13,422,161, de sorte que la dépense globale de l'année, comparée à celle de l'exercice précédent, accuse une réduction de \$16,486,393.

Les dépenses spéciales et imputables sur le capital s'élèveront probablement à \$35,500,000. Si nous déduisons de cette somme notre excédent de \$16,500,000, et \$1,250,000 du fonds d'amortissement, nous arrivons à la somme de \$17,750,000 qui représente le chiffre exact de l'augmentation de la dette, à la clôture de l'exercice, si mes prévisions se réalisent. Cette somme est de \$2,250,000 inférieure à celle que nous avons dépensée pour le Transcontinental national.

On me permettra de rappeler ici ce que je disais dans le dernier exposé budgétaire que j'ai eu l'honneur de prononcer, concernant la politique financière que le Gouvernement se proposait de suivre durant l'année.

Je crois que nos efforts doivent tendre, et nous essaierons d'y arriver autant qu'il sera possible, à prendre sur nos recettes ordinaires, pendant l'exercice qui commence, toutes les dépenses ordinaires et une grande partie des dépenses imputables au compte du capital, et s'il est possible, même toutes ces dépenses.

Quant à l'opportunité d'emprunter, je dirai qu'il est un grand œuvre qui ne saurait être négligé, je veux parler du chemin de fer Transcontinental. Si nous pouvons réussir à diminuer nos emprunts quant aux travaux que nous exécuterons au cours du prochain exercice, à la somme que nous désirons dépenser dans la construction du Transcontinental, je suis certain que nous pourrions alors présenter un état financier très satisfaisant. J'ignore si nous pouvons accomplir cela, mais c'est notre but, et je suis certain que s'il nous faut emprunter un montant quelconque dépassant celui qui nous est nécessaire pour la construction du Transcontinental, ce montant ne sera pas très considérable.

Je suis heureux de pouvoir dire que nous avons atteint la fin que nous annoncions alors. Il nous faut pourvoir, ainsi que nous le croyons parce qu'il s'agit d'un exercice qui n'est pas expiré encore, à même notre revenu pour toutes les dépenses ordinaires, pour toutes celles imputables sur le capital et même spéciales autres que celles qu'entraîne la construction du Transcontinental, et nous devons aussi pouvoir prendre sur notre revenu deux millions et quart de dollars pour acquitter les dépenses du Transcontinental. Ainsi, tout en dépensant \$20,000,000 pour le Transcontinental, nous n'ajouterons que dix-sept millions et trois quarts à la dette brute du pays. Autrement dit, s'il nous fallait seulement pourvoir au coût de cet œuvre considérable et exceptionnel, nous diminuerions, au cours de cet exercice, de deux millions et quart de dollars notre dette publique.

M. SPROULE : Pourquoi ne pas employer l'excédent des recettes d'un exercice à la construction de cette voie ferrée?

L'hon. M. FIELDING : C'était un rêve entrevu par mon honorable ami à travers la fumée d'une pipe de tabac.

L'hon. M. FOSTER : L'honorable député (Sproule) ne fume pas.

L'hon. M. FIELDING : Dans ce cas, mon honorable ami et moi-même ne contribuons pas à grossir de beaucoup le revenu sous ce rapport. J'espère qu'il se reprend autrement.

Parlons maintenant de l'exercice 1910-11, comme nous l'appelons dans notre tenue des livres. L'année ne commençant que le 1er avril prochain, je ferai observer aux honorables députés que cette date est encore bien éloignée et qu'il nous serait difficile de faire des calculs bien précis. Tout ce que je tiens à dire à ce propos, c'est que nous espérons fermement continuer la politique suivie dans l'exercice en cours quant à la dette que nous voulons diminuer plutôt qu'accroître. Vu l'augmentation de nos revenus, nous avons, cela va sans dire, pourvu plus généreusement au service public, mais nous espérons que l'accroissement du revenu nous justifiera d'avoir pris cette attitude; nous envisageons l'avenir avec le grand espoir, autant qu'il nous est possible de conjecturer en ces matières, que les opérations de l'année nous permettront d'imputer sur le revenu nos dépenses ordinaires et cette partie de notre capital et de dépenses spéciales, celles du Transcontinental non comprises. J'estime que c'est de notre part prendre une attitude bien juste en disant que dans le cas d'une grande entreprise nationale comme celles du Transcontinental et du pont de Québec, qui forme maintenant une partie réelle du Transcontinental, il n'est pas déraisonnable que nous empruntions, mais que, non seulement pour nos dépenses ordinaires, mais encore pour celles moins considérables mais d'un caractère capital, nous devrions nous efforcer de pourvoir en nous servant pour cela de notre revenu qui augmente sans cesse.

M. R. L. BORDEN : A la fin de l'exercice que nous venons de commencer, c'est-à-dire à la fin de l'exercice se terminant le 31 mars 1910, quel sera le coût total du Transcontinental?

L'hon. M. FIELDING : Ce chemin de fer, y compris le pont de Québec qui en forme véritablement une partie, coûtera à la fin de cet exercice \$58,391,263.94.

M. R. L. BORDEN : Au 31 mars 1909, ou au 31 mars 1910?

L'hon. M. FIELDING : A la fin de cette dernière année fiscale, non comprises les dépenses de l'exercice en cours.

M. FIELDING.

M. R. L. BORDEN : Ma question se rapportait à ce dernier.

L'hon. M. FIELDING : Nous dépensons cette année \$20,000,000.

M. R. L. BORDEN : Chiffre qui s'élèvera à environ \$18,000,000 à la fin de l'exercice en cours, c'est-à-dire au 31 mars 1910, n'est-ce pas?

L'hon. M. FIELDING : Oui.

L'hon. M. FOSTER : Le Gouvernement se propose-t-il de terminer la construction du Transcontinental à l'époque déjà indiquée, c'est-à-dire à la fin de 1911 ou bien a-t-il l'intention de procéder plus lentement? Doit-on pourvoir à la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson?

L'hon. M. FIELDING : Les estimations soumises au parlement comprennent un montant pour des relevés plus complets de la route du chemin de fer de la baie d'Hudson. Elles ne contiennent jusqu'à présent de crédit pour cet ouvrage. Si l'on décide que la question est assez avancée pour demander un crédit en vue de la construction de cette voie ferrée, le budget supplémentaire fera mention de ce crédit. Quant au parachèvement du Transcontinental nous avons, je crois, tout à gagner en poussant l'exécution de ces travaux. L'honorable ministre des Chemins de fer devra s'occuper de cette question à une phase plus avancée de la session, mais j'estime que nous devrions hâter les travaux autant que possible; c'est pour cela que nous demandons un crédit très libéral de \$27,000,000 pour le prochain exercice.

M. R. L. BORDEN : L'honorable ministre a-t-il calculé le montant qui sera requis à la fin du présent exercice pour terminer et pour remplir toutes nos obligations quant au chemin de fer Transcontinental?

L'hon. M. FIELDING : Je n'ai inclus ce détail dans cet état, mais l'honorable ministre des Chemins de fer (M. Graham) fera, à une phase plus avancée de la session, une déclaration relativement à ce détail ainsi qu'à toutes les affaires du Transcontinental.

Quant au revenu du prochain exercice, je crois que nous ne devrions pas hésiter un moment à dire que s'il nous est impossible d'atteindre durant l'exercice en cours cette limite de \$100,000,000, il nous faudra certainement parvenir à ce but durant la prochaine année fiscale; je crois que grâce à l'augmentation considérable du revenu, nous pourrions pourvoir à nos dépenses ordinaires et à cette partie de la dépense à compte du capital qui ne se rapporte pas au Transcontinental. Je ne voudrais pas parler avec trop d'assurance sur cet item, car c'est le secret de l'avenir, mais, quoi qu'il en soit, telle est la politique que j'ai-

merais suivre si les finances nous permettaient de la mettre en pratique.

On n'observera que dans les estimations pour le prochain exercice nos avons rayé du compte du capital pour les appliquer à celui du revenu plusieurs item qui, depuis nombre d'années, avaient été imputés sur le compte du capital. L'un de ces item se rapporte aux armes et aux munitions destinées à notre milice. On avait l'habitude, sous les deux gouvernements, de porter cet item au compte du capital, tout comme on le faisait des terres fédérales. J'estime qu'on pourrait s'opposer à ce système bien plus fortement encore dans le cas des terres fédérales, car nous imputons sur le capital les dépenses nécessitées par ces terres-là, alors que leurs revenus entiers ont toujours fait partie des recettes générales de l'exercice. Dans ces deux cas nous avons suivi la pratique établie. Je crois qu'un changement serait opportun dans ces deux cas, surtout dans celui des terres fédérales. Autant que je sache, on n'a jamais fait dans le passé allusion à ce détail, et notre façon d'agir à propos de ces item est précisément celle adoptée par les gouvernements précédents.

On observera encore que dans le crédit que nous demandons pour les dépenses de la marine, le montant doit en être porté au compte du revenu. Je n'ai pas l'intention de discuter aujourd'hui ce détail des affaires publiques, puisqu'il reviendra plus tard dans les crédits votés pour un autre ministère; mais on admettra, je crois, que si nous imputons au compte du capital la construction des navires, pour n'y charger que l'intérêt annuel ainsi qu'une somme raisonnable pour la perte en valeur, on pourrait se justifier d'en agir ainsi. A tout événement, comme cette dépense, qui promet d'être considérable, sera partagée en plusieurs années, j'estime que nous pouvons à bon droit l'imputer sur le revenu. Les dépenses de chaque année étant portées au compte du revenu annuel, nous ne serons pas obligés de rien ajouter à la dette publique sous ce rapport.

L'hon. M. FOSTER: L'honorable ministre veut-il laisser entendre qu'il se propose d'imputer sur les comptes courants le coût de construction de ces navires?

L'hon. M. FIELDING: C'est ce que j'ai en vue dans les estimations du prochain exercice. Sans doute, si nous demandions le coût total de ces vaisseaux dans un seul exercice, il représenterait un montant que notre revenu ne pourrait acquitter, mais comme cette dépense se répartira nécessairement entre plusieurs années, j'estime qu'il vaut mieux la porter au compte du revenu annuel.

L'hon. M. FOSTER: Le principe reste le même.

L'hon. M. FIELDING: Précisément.

L'hon. M. FOSTER: Mon honorable ami s'est rendu à de meilleurs conseils en cette question. A-t-il également pris une décision quant au rajustement des gratifications?

L'hon. M. FIELDING: Je suis heureux que mon honorable ami ait appelé mon attention sur ce point. Nous avons eu l'occasion d'étudier s'il ne fallait pas imputer ces gratifications sur le compte du capital. Mon honorable ami n'ignore probablement pas les vues que j'ai exprimées de temps à autre, en disant que ces gratifications sont au nombre de quatre en tout, en outre du paiement de subventions aux chemins de fer lesquelles au temps de mon honorable ami, de même qu'aujourd'hui on imputait et l'un imputé sur le compte du capital ou sur celui des dépenses spéciales. Quand on paie une subvention au chemin de fer Canadien du Pacifique, au Grand-Tronc, au Canadien-du-Nord, ou à toute autre compagnie de chemin de fer, on n'a rien à montrer en retour de son argent. Le chemin de fer appartient à la compagnie, cependant, on impute cette subvention sur le capital. Si l'on acquitte des gratifications pour aider temporairement une industrie importante, on n'a rien à montrer immédiatement en retour de l'argent dépensé. La propriété est celle de la compagnie et la gratification est tombée dans le trésor de cette dernière, ainsi qu'il arrive dans le cas des subventions aux chemins de fer. On croit, cependant, que le pays a bénéficié de cette gratification par suite du développement du commerce; c'est là l'excuse de ces gratifications.

L'hon. M. FOSTER: A propos des subventions aux compagnies des steamers?

L'hon. M. FIELDING: Je n'ai jamais considéré ces subventions comme étant simplement temporaires, puisqu'on les accorde d'année en année. Le principe qui régit ces gratifications, c'est que celles-ci ne sont que des aides temporaires. Il est vrai qu'on les a continuées plus longtemps que certains d'entre nous ne le pensaient; n'empêche que notre population ne les compare aux subventions accordées aux chemins de fer. Dans l'un et l'autre cas on n'a rien à montrer en retour de l'argent payé, mais dans les deux cas on trouve un dédommagement dans l'expansion générale du commerce.

On parle parfois de ces primes comme si elles avaient quelque rapport avec la question d'excédent ou de déficit; règle générale, elles n'en ont pas, sauf en ce qui concerne le volume de l'excédent. Depuis que nous portons les primes au débit du capital ou compte spécial, jamais à une seule année près, elles n'auraient pu influencer

sur la question d'excédent ou de déficit. La seule année qui fasse exception est la dernière, où l'excédent fut très faible; si nous avions alors imputé les primes sur le revenu, nous nous fussions trouvés en présence d'un déficit de \$1,400,000. Depuis que nous payons des primes, les surplus accumulés représentent \$131,088,259, tandis que le chiffre atteint par les primes durant la même période n'est que de \$18,822,751. Bien que le paiement des primes à compte du revenu eut pu, une seule fois affecter la question d'excédent, on voit qu'il n'y change absolument rien dès qu'on prend la période en son entier.

Les primes principales à l'égard du fer et de l'acier expirant le 31 décembre 1910; j'entends par là les primes relatives au fer en gueuse, aux barres puddlées et aux lingots de fer et d'acier. Les baguettes de fer sont l'objet d'une prime à l'égard de laquelle il n'est pas fixé de délai. Le plomb est l'objet d'une prime à être payée pendant six ans, et il n'est pas prescrit de délai quant à la prime du pétrole. Toutefois, les primes principales sont celles de l'industrie métallurgique; elles cesseront toutes le 31 décembre 1910. Certaine disposition de la loi porte que les primes relatives à la réduction électrique peuvent être maintenues pendant deux années de plus. Lors du dernier remaniement des primes, on nous assura que certaines personnes étaient sur le point de s'occuper de la réduction de minerais par la méthode électrique; comme il fallait un certain temps pour établir les usines, on nous demanda de prolonger le délai d'une couple d'années de plus, et c'est ce que nous fîmes. Nul ne s'étant prévalu de cette disposition de la loi, je considère que le fer et l'acier devront cesser l'an prochain d'être l'objet d'une prime. Après cela, le montant des primes à payer ne sera pas très considérable, et c'est alors qu'il conviendra peut-être d'étudier la question de savoir si l'on doit les porter au compte du revenu ou à celui du capital.

A ce propos, j'aimerais signaler à l'attention de la Chambre ce qui est résulté du paiement de ces principales primes. Je sais que le régime des primes n'est guère en faveur auprès de certains de nos concitoyens les mieux intentionnés. J'ai moi-même plus d'une fois rencontré des gens — et du meilleur monde — à qui la seule pensée d'un tel régime arrachait des mouvements de protestation. Il est cependant facile, je crois, de démontrer que le paiement des primes n'a pas même fait perdre un seul dollar au trésor fédéral.

Les aciéries qui se sont établies au Canada ont incontestablement contribué dans une large mesure au développement de notre commerce. Jusqu'à quel point se fait

sentir l'influence de l'industrie métallurgique, c'est là une question susceptible de prêter à la discussion. Les membres de la Chambre ont dû maintes fois constater une amélioration sensible de l'état du commerce même à une assez grande distance de là où il existe une aciérie. J'ai moi-même constaté le fait, et il ne faut pas oublié que toutes les principales villes commerçantes du Canada ont fourni des marchandises à ces "ports de l'acier", si je puis dire. Les marchands de Toronto, de Montréal, de Québec, d'Halifax et de Saint-Jean s'accorderont tous à affirmer qu'ils ont vendu de grandes quantités de marchandises aux habitants des centres de l'industrie métallurgique. Les droits sur ces marchandises ont été acquittés à Toronto, Montréal, Québec, Halifax ou Saint-Jean, suivant le cas. Ces droits, il n'est pas possible d'en préciser le chiffre, mais on ne les aurait pas perçus si les marchandises en question n'avaient trouvé d'acquéreurs là où il existe des aciéries. Il n'y a pas d'exagération, ce me semble, à dire que le trésor fédéral a ainsi encaissé des millions en des endroits fort éloignés des aciéries mêmes; et en recherchant ce que l'Etat a reçu en échange des primes, il conviendrait de tenir compte de cette circonstance.

Mais laissons-là cette considération pour ne nous occuper que de l'état du revenu dans les centres de l'industrie métallurgique. Ces centres sont: Sault-Sainte-Marie (Ont.), Sydney, Sydney-Nord, Sydney-Mines (N.-E.), Glace-Bay-Mines, d'où les aciéries de Sydney tirent leur charbon, New-Glasgow (N.-E.), et Hamilton (Ont.). Dès avant l'établissement d'une aciérie, Hamilton était déjà une ville importante et, admettons-le sans réserve, destiné à faire de très grands progrès même en l'absence de tout établissement métallurgique.

Mais il faut reconnaître aussi que les aciéries d'Hamilton ont largement contribué au développement du commerce de cette ville. Que l'on interprète comme on voudra ce que je dis d'Hamilton, chacun, je crois, devra convenir que l'activité plus grande qui s'accuse dans le commerce de tous les endroits que je viens de nommer doit s'attribuer directement au développement de l'industrie métallurgique. Avant la naissance de cette industrie, chacune de ces villes n'était qu'une municipalité de peu d'importance; grâce à l'influence et à l'épanouissement de l'industrie métallurgique, elles ont grandi et acquis une importance réelle.

J'ai par devers moi un état indiquant la somme des droits de douane perçus pendant deux périodes de dix années. Pendant la première de ces périodes, de 1890 à 1899, l'industrie métallurgique avait bien été l'objet de certaines primes, mais elle en était encore un peu à ses débuts, elle n'avait guère pris de développement, sauf à

New-Glasgow où, grâce à elle, il se percevait déjà une somme considérable de droits. Comparons donc cette période aux dix années suivantes expirées le 30 juin 1909 :

TABLEAU COMPARATIF des droits perçus aux postes douaniers ci-dessous pendant les dix années de 1890 à 1899 inclusivement et les dix années de 1900 à 1909 inclusivement.

Ports.	Années 1890 à 1899, 30 juin.		Années 1900 à 1909, 30 juin.	
	\$	c.	\$	c.
Sault-Ste.-Marie, Ont.	219,763	06	2,012,066	13
Sydney, N.-E.....	153,115	50	1,645,759	22
Sydney nord, N.-E. et mines de Sydney, N.-E.....	192,548	97	455,320	32
Glace-Bay, N.-E.....	31,976	66	469,663	49
New-Glasgow, N.-E.....	398,578	24	479,020	76
Hamilton, Ont.	6,712,584	26	11,648,381	80
	7,708,566	69	16,710,211	72
Augmentation durant les années 1900 à 1909	9,011,645	03		
	16,710,211	72		

Mettons en regard de cette augmentation des droits de douane la somme payée en primes :

Sommes des primes payées à l'égard du fer en gueuse, des barres puddlées, de l'acier, des articles en acier et des baguettes de fer pendant les années de 1900 à 1909 inclusivement, \$13,377,268.

Somme de l'augmentation des recettes de la douane aux postes ci-dessus pendant la même période, \$9,011,645.

On voit par là que ce que nous avons payé en primes nous a été presque entièrement remboursé sous forme de droits de douane aux divers postes que j'ai nommés. Que l'on fasse, si on veut, quelque restriction à l'égard d'Hamilton. D'un autre côté, si l'on tient compte de ce que les marchands de Toronto, Montréal, Québec, Saint-Jean et Halifax ont vendu aux consommateurs de ces postes douaniers, où fleurit l'industrie métallurgique, je crois pouvoir dire sans crainte de me tromper que tout ce que nous avons payé en primes à l'industrie métallurgique nous a été remboursé par l'augmentation des droits de douane due à l'activité plus grande du commerce.

M. MIDDLEBRO: Le ministre a-t-il des données établissant que les ouvriers des aciéries sont venus de l'étranger? Dans la négative, comment démontrera-t-il qu'il y a eu augmentation de la recette douanière?

L'hon. M. FIELDING: L'argument de l'honorable député (M. Middlebro) aurait quelque valeur si l'on pouvait démontrer, par exemple, que les employés de ces établissements industriels viennent de la ville

qu'il représente et d'autres villes du Canada, et que pour cela même le commerce de ces villes a perdu de son activité. Mais si dans la ville qu'il représente le commerce a continué de s'accroître, tandis qu'il se manifeste une activité nouvelle à Sydney, au Sault-Sainte-Marie et aux autres endroits, j'avoue que son argument me paraît dépourvu de toute valeur.

M. MIDDLEBRO: Le contraire me paraîtrait plus exact; l'honorable ministre n'aura pas prouvé son avancé tant qu'il n'aura pas démontré que cette augmentation doit s'attribuer à de nouveaux éléments de population venus de l'étranger. Le particulier consomme autant en un endroit qu'en un autre; son déplacement n'implique pas d'augmentation du volume du commerce.

L'hon. M. FIELDING: A vrai dire, ces employés sont en grande partie venus de l'étranger.

M. MIDDLEBRO: Le ministre a-t-il des données sur ce point?

L'hon. M. FIELDING: Je n'en ai point; mais je tiens pour certain que les ouvriers employés aux aciéries de Sydney sont venus en très grande partie de l'étranger.

M. MIDDLEBRO: Je conviendrais...

Des VOIX: A l'ordre!

L'hon. M. FIELDING: Je serai bien aise d'entendre ce que l'honorable député a à dire.

M. MIDDLEBRO: Je conviendrais du bien fondé de l'avancé de l'honorable ministre si ce dernier pouvait démontrer que les employés des aciéries sont venus de l'étranger; mais s'ils viennent d'autres parties du pays, nous avons lieu de croire qu'ils se seraient nourris et vêtus tout aussi bien là où ils étaient que là où ils se trouvent et, partant, auraient contribué tout autant au revenu.

L'hon. M. FIELDING: Mais en quittant Owen-Sound pour aller travailler aux aciéries de Sydney, l'ouvrier a laissé à Owen-Sound un emploi où un autre l'a remplacé. Pour démontrer qu'il a raison, l'honorable député serait obligé de prouver que l'industrie métallurgique a prospéré au détriment d'autres parties du Canada.

Un mot maintenant de l'accroissement de la dette nationale. Le 30 juin 1896, le chiffre de la dette nette du Canada était de \$258,497,432.77; le 31 mars 1909, il était de \$323,930,279.17, ce qui, en douze ans et neuf mois, accuse une augmentation de \$65,432,846.40. Pendant cette période, comme je l'ai déjà dit, le Transcontinental et le pont de Québec ont entraîné une dépense de \$58,391,263. Ainsi, abstraction faite de cette vaste entreprise,—que nous avons raison de considérer comme exceptionnelle—

la dette publique n'accuse qu'une augmentation de \$7,041,000, et cela bien que le revenu ait subi, l'an dernier, une diminution de \$11,000,000.

Il est un autre aspect de notre situation financière qui mérite de fixer un moment l'attention. Je veux parler de ce que nous appelons les dépenses imputables sur le capital ou dont il est tenu un compte spécial, et de la manière dont nous avons fait l'inscription de ces dépenses.

Généralement parlant, on peut dire que les dépenses que l'on croit devoir imputer sur le capital et inscrire sur un compte spécial sont des dépenses d'une nature exceptionnelle qui, au besoin, justifieraient probablement un emprunt. Il ne faut pas emprunter pour solder les dépenses courantes. Nos revenus doivent suffire; cependant, pour des améliorations permanentes ou des dépenses imputables sur le capital, le ministre des Finances peut, le cas échéant, emprunter à bon droit. Il vaut mieux, bien entendu, nous en dispenser, lorsque faire se peut.

Je voudrais montrer jusqu'à quel point nous avons réussi à faire face à cette catégorie de dépenses sans emprunter. Pendant les douze ans et neuf mois en question, durée du présent ministère, nous avons déboursé \$212,602,818.33 pour solder des dépenses imputables sur le capital et d'une nature spéciale; et pendant cet intervalle de temps, nous n'avons ajouté que \$65,432,846 à la dette nationale. Autrement dit, nous n'avons emprunté qu'une faible partie de la somme que ces dépenses représentent, et notre revenu a servi à payer au moins \$147,169,971 de ces \$212,602,819; c'est-à-dire qu'avec le revenu non seulement nous avons fait face à toutes les dépenses courantes pendant ces douze ans et neuf mois, mais nous avons acquitté 69 p. 100 de nos dépenses portées au compte du capital et de nos dépenses spéciales, sans emprunter et sans nous endetter.

Examinons maintenant ce que nos prédécesseurs ont accompli, moins dans le dessein de les blâmer qu'afin d'établir une légitime comparaison.

De 1878 à 1896, le pays a été obligé de débourser \$167,166,252 pour soutenir de pareilles charges, les dépenses dont on débite le capital et les dépenses spéciales; or, pendant ce laps de temps, la dette nette du Canada a augmenté de \$118,135,362. Retenez bien ces chiffres: dépenses spéciales et au compte du capital, \$167,166,252, augmentation de la dette, \$118,000,000. Ainsi, une somme de \$49,030,889, voilà tout ce que nos prédécesseurs ont pu tirer du revenu pour éteindre ces dette; c'est-à-dire qu'ils n'ont payé que 29 p. 100 des dépenses de cette nature à l'aide du revenu, tandis que nous en avons payé 69 p. 100. Nos prédécesseurs ont dû ajouter les sept dix-

èmes de ces dépenses à la dette nationale, et nous n'y avons ajouté que les trois dixièmes.

On pourrait faire une autre comparaison dans le même ordre d'idées. Le Gouvernement est parfois tenu de fournir des fonds pour de grandes entreprises publiques, et ces fonds ne doivent pas figurer au bilan des dépenses ordinaires. Le gouvernement précédent a dû fournir les fonds nécessaires à la construction du chemin de fer canadien du Pacifique et nous en avons fait autant pour le Transcontinental et le pont de Québec. J'éliminerai dans les deux cas ces grandes entreprises d'une nature exceptionnelle; je retrancherai des comptes de nos prédécesseurs les dépenses causées par la construction du Pacifique-Canadien, et de nos propres comptes, le coût du Transcontinental et du pont de Québec. Quel est le résultat? Abstraction faite des frais de premier établissement du Pacifique-Canadien, nos prédécesseurs ont tiré du revenu 42 p. 100 des dépenses spéciales et des dépenses inscrites sur le compte du capital, tandis que, si nous défalquons le coût du Transcontinental et du pont de Québec, nous avons soldé avec le revenu non par 42 p. 100 mais plus de 95 p. 100 des dépenses de la même catégorie.

M. J. D. REID: L'honorable ministre des Finances peut-il nous dire quel est le montant des impôts prélevés sur la population au cours de 1878 à 1896 et de 1897 à 1907?

L'hon. M. FIELDING: Non, je ne puis pas le dire à l'instant. Mais je puis apprendre à l'honorable député que la quotité de l'impôt douanier est actuellement inférieure à ce qu'elle était pendant la période antérieure; et que le seul point sur lequel nous ne sommes pas d'accord, l'honorable député et moi, c'est que nous désirons maintenir le chiffre actuel de l'impôt, tandis qu'il voudrait l'augmenter. D'ailleurs, le fardeau de la dette d'un pays dépend du nombre des contribuables. Des gens parlent parfois de l'augmentation de la dette du Canada sans faire, ainsi qu'ils le devraient, la part d'autres facteurs qui contribuent à cet accroissement. Il faut considérer la dette nationale au point de vue du chiffre de la population canadienne.

Voici un état que j'ai déjà communiqué à la Chambre, mais je l'ai complété jusqu'à ce jour. Il indique quelle a été, chaque année, la dette nette du Canada, depuis 1891 jusqu'à l'année courante. Il indique aussi quelle a été, d'année en année, la population du pays d'après les calculs de nos statisticiens. Bien que le recensement général n'ait lieu que tous les dix ans, on le fait plus souvent dans les provinces de l'Ouest et, chaque année, des fonctionnaires compétents préparent une estimation du chiffre de la population canadienne, de sorte que

nous obtenons, d'une année à l'autre, un état à peu près exact.

DETTE NETTE PAR TÊTE.

Année.	Population.	Dettes nettes.	Dettes nettes par tête.
1891..	4,844,366	\$237,809,030 51	\$49 09
1892..	4,889,266	241,131,434 44	49 15
1893..	4,935,748	241,681,039 61	48 96
1894..	4,983,903	246,183,029 48	49 40
1895..	5,003,839	253,074,927 09	50 57
1896..	5,086,061	258,497,432 77	50 82
1897..	5,141,508	261,538,596 46	50 87
1898..	5,199,267	263,956,398 91	50 77
1899..	5,259,491	266,273,446 60	50 62
1900..	5,322,348	265,493,806 89	49 88
1901..	5,413,370	268,480,003 69	49 59
1902..	5,537,500	271,829,068 62	49 08
1903..	5,712,190	261,606,988 87	45 79
1904..	5,890,066	260,867,718 60	44 29
1905..	6,091,136	266,224,166 60	43 70
1906..	6,323,557	267,042,977 75	42 23
1907..	6,655,504	263,671,859 96	39 61
1908..	6,863,500	277,960,859 84	40 49
1909..	7,145,040	323,930,279 17	45 33
1910..	*7,450,990	*341,680,279 17	45 85

* Approximativement.

Ainsi, en m'appuyant sur les calculs des fonctionnaires chargés du recensement, il m'est permis de dire que le 31^e jour de mars, d'après leurs prévisions les plus légitimes, la population du Canada sera de 7,450,990 habitants. Si, à l'aide de ces chiffres, nous examinons la dette publique du Canada, nous faisons cette agréable constatation: la dette nette, qui était de \$49.09, par tête, en 1891, qui a atteint \$50.82, en 1896, a commencée à baisser après la première année du régime libéral—elle était alors de \$50.87—et depuis, elle a toujours été moindre qu'elle était en 1896. Bien que nous ayons grossi la dette nationale de \$46,900,000, l'an dernier, et que, pendant l'exercice en cours, nous y ajouterons près de \$17,000,000, si nos calculs sont exacts, le 31^e jour de mars 1910, la dette nette par tête sera de \$45.85, et non de \$50.82 comme en 1896.

Donc, l'accroissement de la dette est excessivement infime, si l'on fait la part des progrès du pays. Même après avoir ajouté de fortes sommes pour la construction du Transcontinental, nous avons encore le plaisir de constater que notre population et nos ressources augmentent plus rapidement que la dette publique.

M. LAKE: Avant que le ministre passe à un autre sujet, puis-je lui demander jusqu'à concurrence de quel montant le Canada a garanti jusqu'à ce jour le remboursement des obligations du Grand-Tronc-Pacifique et d'autres chemins de fer?

L'hon. M. FIELDING: Le montant est inscrit dans les comptes publics. Je ne puis donner ce renseignement à l'instant même, mais si l'honorable député ouvre les comptes publics, il le trouvera.

M. LAKE: Pour le dernier exercice?

L'hon. M. FIELDING: Le dernier livre-bleu renferme les renseignements les plus récents. Si, après examen, mon honorable ami le juge insuffisants, je serai bien aise de lui faire obtenir les informations qu'il me demandera.

Je ne veux pas abuser de l'indulgence de la Chambre en entassant des données statistiques. Il fut un temps où l'exposé budgétaire était toute une affaire, mais j'ai tâché de ménager le temps et la patience de la députation. Cependant, je crois devoir faire certains calculs, afin de démontrer avec quelle rapidité le pays s'est rétabli du coup qui a été porté à son commerce il y a un an ou deux. En 1908-1909, le commerce global du Canada a diminué de \$79,524,364, comparativement aux résultats de l'exercice 1907-1908. Les importations ont baissé de \$61,029,917 et les exportations, de \$18,494,447. Je suis bien aise de dire que la situation s'améliore très rapidement. Pendant les sept mois qui ont précédé le 31 octobre 1909, date des derniers rapports du département des Douanes, le chiffre de nos échanges de toutes sortes a dépassé de \$48,400,000 celui des opérations du dernier exercice. De ce moment, \$34,553,278 représentent nos achats et \$13,847,219, nos ventes. Si la même progression se maintient en 1910, le commerce global de l'exercice courant l'emportera probablement sur celui de l'exercice de 1907-1908, qui détenait la palme avec un commerce total de \$650,000,000.

Il y aurait lieu de mentionner aussi, en passant, les dépôts confiés aux banques autorisées, dans l'unique dessein de montrer le rétablissement de l'équilibre de notre situation financière. Il y a dix ans, ces dépôts se chiffraient par \$250,000,000. Ils ont augmenté rapidement et, le premier septembre 1907, ils s'élevaient à \$590,000,000. Ensuite, à cause de la crise qui sévissait, ils se mirent à baisser et ce mouvement persista plusieurs mois. Puis, ils commencèrent à augmenter de nouveau si bien que, le 31 octobre dernier, les dépôts dans les banques atteignaient la somme de \$731,806,000, près du triple de ce qu'ils étaient il y a dix ans à peine.

Les chiffres relatifs à l'immigration sont aussi des plus satisfaisants. Je ne fais que glisser sur ces sujets, ne voulant pas fatiguer la Chambre par une abondance de données statistiques. Il serait superflu de dire qu'un courant interrompu d'immigration est l'une des choses les plus importantes pour le Canada, principalement pour notre territoire de l'Ouest qui a tant d'attraits aux yeux des immigrants. En 1908-1909, il y eut une diminution considérable du nombre des immigrants. L'année précédente, nous avions reçu 262,469 émigrés tandis que cette année-là, nous n'en vîmes arriver que 146,908, soit 115,561 de moins. Ce qui a caractérisé l'immigration cette

année-là, ç'a été le fait que la diminution a porté presque exclusivement sur les immigrants venus d'Angleterre et du continent européen. Aux Etats-Unis l'immigration n'avait pas diminué. Il fut un temps où les émigrés se dirigeaient vers le sud; ils se dirigent aujourd'hui vers le nord, et même pendant la crise, le nombre des immigrants venus des Etats-Unis n'a pas baissé. En 1907-1908, on en a compté 58,312 et, en 1908-1909, il y en eut 59,882. Leur nombre a légèrement augmenté. Mais les rapports du présent exercice sont très encourageants.

En comparant les tableaux pour les dix mois du présent exercice avec les dix mois de l'exercice précédent, nous trouvons qu'il y a eu une augmentation de 26,824 immigrants. Le nombre d'immigrants anglais est un peu moindre que celui de l'année précédente, celui venant du continent est à peu près le même, et le nombre d'immigrants qui viennent des Etats-Unis paraît augmenter régulièrement.

Nous avons désiré naturellement étendre nos relations commerciales avec d'autres pays. A ce sujet j'appellerai l'attention de la Chambre sur les démarches qui sont faites présentement en vue d'encourager de meilleures relations commerciales entre le Canada et les Antilles. Depuis longtemps le Canada fait un commerce considérable avec les Antilles, et à une certaine époque il a été jugé bon d'accorder aux Antilles anglaises les privilèges de notre tarif préférentiel. Jusqu'à présent on ne nous a rien donné en retour. Le gouvernement anglais a su reconnaître l'opportunité d'établir des relations commerciales plus étroites entre les diverses parties de l'empire, et il y a quelques mois il a été décidé qu'une commission royale serait nommée par Sa Majesté aux fins de s'enquérir des meilleures méthodes d'améliorer les relations commerciales entre les Antilles anglaises et le Canada. Le président de cette commission est lord Balfour de Burleigh, un homme d'Etat anglais, très brillant, auquel sont associés sir John Dickson Poynder et sir Daniel Morris. Le gouvernement anglais a nommé pour faire partie de cette commission deux membres du gouvernement canadien: le ministre des Douanes et le ministre des Finances. Nous avons eu dans diverses parties du pays plusieurs réunions très intéressantes qui auront, j'en suis sûr, l'effet de faire bien comprendre aux commissaires anglais la question au point de vue canadien. Le prochain champ d'action de la commission sera les Antilles anglaises. Les commissaires auraient désiré que nous fussions allés les y rejoindre très prochainement, mais nous croyons que nous nous devons tout d'abord au parlement du Canada, et nous avons dû demander à la commission de remettre à plus tard notre réunion. Les membres anglais de la commission se réuniront dans le

commencement de janvier à la Jamaïque, et se dirigeront ensuite vers le sud. Si les travaux du Parlement sont suffisamment avancés pour permettre à mon honorable ami le ministre des Douanes et à moi-même de nous absenter, nous espérons pouvoir rejoindre la commission aux Barbades vers le milieu de février, mais cela, naturellement, dépendra entièrement de l'état des travaux de la Chambre.

M. HUGHES: Les travaux de cette commission se borneront-ils aux colonies anglaises, ou comprendront-ils les républiques du sud de l'Amérique?

L'hon. M. FIELDING: Ils se borneront aux Antilles anglaises, parce que le but que nous désirons obtenir est l'établissement du tarif de préférence dans les Antilles anglaises en faveur des produits du Canada, et, naturellement, ce tarif ne peut pas s'appliquer aux pays étrangers. Il est encore trop tôt, naturellement, pour pouvoir dire ce qui en résultera, mais nous pouvons espérer que le Canada recevra une préférence sur le marché des Antilles anglaises.

M. R. L. BORDEN: Les commissaires canadiens iront-ils aux Antilles anglaises?

L'hon. M. FIELDING: C'est là le hic. Les commissaires anglais ont proposé, lorsqu'ils étaient au Canada, que nous les accompagnassions, mais nous avons été obligés de leur dire que nos travaux parlementaires nous empêchaient de les accompagner immédiatement. Je ne crois pas qu'il nous soit possible d'assister à la première réunion qui aura lieu vers le milieu de janvier. Les commissaires anglais auront d'autres réunions, et nous avons presque pris l'engagement de les rejoindre aux Barbades vers le 15 février ou à peu près à cette date. Nous n'irons cependant que si les travaux du Parlement et cette Chambre nous le permettent.

Notre traité avec la France a maintenant subi ses diverses épreuves parlementaires; il a reçu l'approbation des chambres françaises, il a reçu aussi celle du parlement du Canada, et il ne reste plus que les échanges des ratifications, qui pourront avoir lieu à Paris. Nous ne savons pas à quelle date. Cependant, c'est notre désir que ces ratifications soient échangées aussitôt que possible afin que nous puissions bénéficier de l'augmentation de commerce que nous espérons retirer de ce traité. Nous savons que d'autres nations désirent conclure de semblables conventions avec nous. Nous avons pu constater que l'empire allemand désirerait s'entendre amicalement avec le Canada. Ce n'est pas le temps de trop insister sur le passé. Nous savons que l'Allemagne est aujourd'hui disposée à entamer avec nous des négociations, et nous savons aussi qu'il y a deux autres nations européennes qui sont animées du même désir d'en faire une relation com-

merciale avec le Canada. Je veux parler de l'Italie et de la Belgique. Avant longtemps il faudra entamer des négociations avec ces pays en vue d'arriver, si possible, à une entente amicale avec eux.

On a parlé quelquefois dans cette Chambre et au dehors surtout, de torts que subira le Canada par le fait que d'autres pays qui ne nous donnent rien devront bénéficier des avantages du traité français. C'est là à peu près le sens des observations qui sont faites. On prétend que certains pays, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, qui a été mise dans les traités il y a plusieurs années déjà, auront droit de bénéficier des avantages que nous confère le traité français, bien qu'ils ne nous donnent rien en retour.

Il y a une tendance générale à considérer les traités contenant cette clause de la nation la plus favorisée comme étant désavantageux au Canada. J'hésite à accepter ce point de vue de la question. Nous recevons quelque chose de tangible en retour des avantages que nous accordons à ces pays; nous recevons la garantie qu'aucun autre pays ne sera jamais mieux traité que le Canada, et c'est là d'une grande importance pour nous. Aucun pays ne consentira à donner au Canada le monopole de son commerce. Nous pouvons bien, au moyen d'un traité avec ce pays, obtenir des avantages temporaires, mais chaque pays réclamera naturellement le droit de faire des traités avec d'autres nations. Tout ce qu'un pays peut raisonnablement demander d'un autre, c'est qu'il lui garantisse qu'il n'accordera pas de meilleurs avantages à d'autres. Or supposons que cette clause de la nation la plus favorisée n'existe pas; supposons que ces anciens traités dont nous nous plaignons quelquefois n'existent pas, qu'arrivera-t-il? Prenons pour exemple une des grandes nations qui bénéficient de ces traités. L'Autriche-Hongrie a, avec l'Angleterre, un ancien traité contenant la clause de la nation la plus favorisée, et en vertu de ce traité nous sommes obligés d'accorder à ce pays tous les avantages du traité français, et on conclut souvent trop vite que nous ne recevons rien en retour. Mais s'il n'existait pas de traité de ce genre, l'Autriche-Hongrie serait libre de faire avec nos voisins du sud une convention commerciale, et elle pourrait admettre sur ses marchés les produits des Etats-Unis dans des conditions plus favorables qu'elle admettrait les produits du Canada. Nous serions alors obligés de faire, si nous le pouvions, un traité spécial avec l'Autriche-Hongrie, et il ne serait peut-être pas possible de s'entendre. Mais tant que la clause de la nation la plus favorisée restera dans les traités, nous avons l'assurance que ni les Etats-Unis ni aucun autre de nos concurrents ne recevra de la part de l'Autriche-Hongrie aucun avantage commercial que nous ne recevrons pas en même temps.

Certainement cette garantie que les meilleures conditions accordées à aucune des nations étrangères, nous le seront aussi, mérite bien d'être considérée comme une compensation pour les concessions que nous faisons.

M. R. L. BORDEN: L'honorable ministre des Finances prétend-il que notre commerce avec l'Autriche-Hongrie sera augmenté par le fait du traité français?

L'hon. M. FIELDING: Non. Mais si un traité de ce genre n'existait pas, et si nous voulions imposer sur les produits de l'Autriche-Hongrie un tarif plus élevé que celui que nous imposons sur les produits de la France, l'Autriche-Hongrie commencerait immédiatement à nous en faire reporter la peine. Les conditions de notre traité avec la France exigent que toutes concessions accordées par l'Autriche-Hongrie à une autre nation nous seront également accordées, et je ne vois pas que nous puissions réellement demander rien de plus.

Je suis absolument d'avis que cette concession nous est très avantageuse, parce qu'elle nous enlève tout souci au sujet de nos relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie. C'est la même chose pour les autres pays, dont plusieurs ne sont pas, il est vrai, très importants, mais ont des traités contenant la clause de la nation la plus favorisée.

Il y a un autre pays avec lequel nous sommes en relations commerciales très intimes—naturellement, nous sommes plus unis avec la mère-patrie qui est notre grand marché, mais la chose est si naturelle que nous en parlons à peine. Nous savons que notre marché le plus important est celui de la mère-patrie et notre population sait l'apprécier. Je disais donc qu'il y a un autre pays avec lequel nous avons des relations commerciales intimes, et ce pays c'est la république américaine. Une partie de notre population a certaines craintes. Elle est même alarmée inutilement au sujet de désaccords possibles résultant du dernier tarif commercial adopté par le congrès des Etats-Unis. Mais après avoir lu l'admirable message du président Taft adressé au Congrès il y a quelques jours, je crois que nous pouvons tous être assurés que le gouvernement américain a une perception très juste de ce qu'il doit aux autres pays, et au Canada particulièrement. Je crois que le message du président Taft nous donne sur ce sujet une pleine assurance que lui et son cabinet désirent voir se continuer les relations intimes et amicales qui existent entre la république américaine et le Canada, et le gouvernement canadien ne peut pas supposer qu'il y ait aucune cause de crainte qu'un désaccord s'éleve entre les deux pays.

Le temps approche où nous devons frapper de la monnaie d'or dans le Canada.

Cela nécessitera quelques changements dans notre loi monétaire, et un projet de loi sur cette question sera prochainement soumis à la Chambre. En attendant je profite de l'occasion qui m'est offerte pour donner quelques renseignements en réponse aux demandes qui sont faites concernant le fonctionnement de la succursale de la monnaie royale à Ottawa. Il est bien connu que notre but en établissant cette monnaie, était d'abord, le désir de frapper notre monnaie dans le Canada, et secondement nous avons été influencés dans une certaine mesure par le désir que l'or du Yukon et des provinces canadiennes fut frappé dans le Canada plutôt que d'être envoyé aux Etats-Unis. On a dit que le commerce suit le drapeau, et d'autres disent que le commerce suit l'or, et si cela est vrai, alors si nous gardons notre or dans notre pays, ce sera un avantage pour notre commerce. C'était peut-être l'opinion du Parlement, lorsque les deux partis se sont entendus pour établir une monnaie.

Or, l'exploitation de la monnaie accuse un fort joli bénéfice, mais j'ajouterai franchement que nous aurions réalisé un bénéfice encore plus grand si nous n'avions pas eu d'atelier de monnaie; nous réaliserions un plus fort bénéfice en faisant frapper nos pièces de monnaie dans la métropole. Mais le même motif qui nous porte à fabriquer d'autres objets au Canada nous engage à faire chez nous notre propre monnayage. Nous serions à même de réaliser une économie en faisant graver en Angleterre nos billets de banque du Dominion; mais nous avons jugé opportun, il y a quelques années, de décréter que ces billets seraient confectionnés au Canada, dans un atelier construit à proximité des bureaux de l'administration. Ayant décidé de confectionner nous-mêmes nos billets de banque, il était naturel que nous décidions aussi de fabriquer au Canada nos propres espèces métalliques. Nous avons établi ce qu'on appelle la succursale d'Ottawa de la Monnaie royale. En en faisant une succursale de la Monnaie royale, nous nous mettons à même de fabriquer des souverains, ce que nous n'aurions pas la liberté de faire si notre monnaie était purement canadienne. Autre avantage, cela nous a permis dans la construction et l'aménagement de l'atelier de mettre à contribution l'habileté et l'expérience des employés de la Monnaie royale. Nous nous sommes ainsi assuré un meilleur bâtiment et un meilleur aménagement que nous n'aurions pu espérer obtenir sans l'aide de ces employés. Une question qui se greffe sur celle de la frappe de la monnaie, c'est la question du renvoi des monnaies étrangères. Les pièces d'argent en circulation au Canada sont en forte proportion d'origine étrangère, d'origine américaine, et comme la frappe de l'argent assure un bénéfice notable, la circulation

en grand nombre au Canada de ces pièces d'argent nous occasionne une certaine perte au profit de la Monnaie de Washington. Aussi avons-nous jugé bon de prendre des mesures en vue du renvoi des pièces de monnaie américaine à leur pays de provenance. Malheureusement, il n'y a pas réciprocité dans cette circulation des pièces d'argent d'un côté et de l'autre de la frontière. Une pièce d'argent des Etats-Unis est acceptée presque partout au Canada, tandis qu'une pièce d'argent du Canada n'est pas généralement acceptée aux Etats-Unis, sauf le long de la frontière où la réciprocité des échanges est très active. Or, si nos frères des Etats-Unis avaient en circulation quantité de pièces de monnaie du Canada, de même que nous avons en circulation quantité de pièces d'argent des Etats-Unis, nous n'aurions pas lieu de nous plaindre.

L'hon. M. FOSTER : Ce serait tout le contraire, si nous pouvions mettre la main sur leur magot de \$80,000,000 en argent.

L'hon. M. FIELDING : Contentons-nous de supposer égalité de circulation de part et d'autre. Il est bien constaté que tandis que dans une partie quelconque du Canada, il arrive qu'on vous remet une pièce d'argent des Etats-Unis à l'occasion du moindre achat, dès que vous vous éloignez quelque peu de la frontière, vous ne trouvez nulle part aux Etats-Unis une pièce d'argent du Canada. Nous nous sommes donc demandé si le peuple canadien, si le trésor canadien, ne devrait pas s'assurer le bénéfice provenant du monnayage des pièces ainsi mises en circulation. C'est ce qui nous a engagés à recueillir et renvoyer les pièces de monnaie des Etats-Unis. On a prétendu que nous devrions interdire l'usage de ces monnaies. Ce serait une grande erreur. Il se trouve des endroits le long de la frontière où cette réciprocité dans l'emploi des monnaies est d'une grande commodité, et toute tentative d'enrayer cette pratique serait probablement mal vue. Nous n'y contrevenons donc pas. Bien entendu, ces pièces de monnaie étrangère n'ont pas cours légal ou forcés, mais elles circulent librement. Nous avons conclu avec les banques un arrangement en vue de la réexportation aux Etats-Unis de toutes les pièces de monnaie américaine. L'effet est, bien entendu, d'activer la circulation de nos propres pièces, de faire de la besogne pour notre atelier des monnaies et d'assurer un surcroît de bénéfices au Trésor.

L'hon. M. FOSTER : Comment vous y prenez-vous pour les exclure?

L'hon. M. FIELDING : Nous ne pouvons pas les exclure définitivement. Aussitôt renvoyées elles nous reviennent, et si elles nous reviennent dans le cours d'un commerce légitime, bien qu'il ne soit pas

opportunité d'en encourager l'usage, il vaut encore mieux les réexporter que prohiber tout à fait cet usage.

L'hon. M. FOSTER : Nous en arrive-t-il autrement que par le canal d'un commerce légitime?

L'hon. M. FIELDING : Je ne le pense pas; elles vont et viennent d'un côté à l'autre de la frontière, surtout par l'entremise des nombreux visiteurs des Etats-Unis qui nous arrivent tous les ans, que nous sommes heureux de voir venir et dont nous voudrions voir se grossir le nombre. Tous nous apportent leur quote-part de pièces de monnaie, et il serait gênant d'empêcher la libre circulation de ces pièces. Nous ne nous proposons pas de le faire; nous nous contentons de les recueillir et de les réexporter aussitôt; il nous est facile de le faire.

Nous payons aux banques une modique commission de trois huitièmes de 1 p. 100 sur les quantités réexportées, ce qui paie tout juste les frais de manipulation des pièces. Cette commission ne me paraît pas assurer aux banques une bien forte rémunération, mais je compte que, dans un but de patriotisme, dans l'intérêt de la patrie canadienne, elles jugeront qu'il est de leur devoir, abstraction faite de la commission, de faire en sorte que les pièces d'argent des Etats-Unis, devenues la possession d'une succursale, ne soient pas remises en circulation, mais soient recueillies et réexportées aux termes de la convention conclue avec nous.

L'hon. M. FOSTER : Où ces pièces de monnaie sont-elles ainsi renvoyées par les banques?

L'hon. M. FIELDING : Elles les renvoient vers un centre quelconque des Etats-Unis, et sur certificat de leur exportation et livraison à une banque hors frontières, nous versons la modique commission convenue entre nous.

L'hon. M. FOSTER : Le ministre peut-il indiquer le chiffre de la dépense annuelle occasionnée par cette réexportation, ainsi que la quantité réexportée?

L'hon. M. FIELDING : Il existait un arrangement remontant à plusieurs années déjà; il est devenu caduc, et nous l'avons renouvelé par décret du conseil en date du 2 juin 1909. Depuis cette date, il a été réexporté pour une somme de \$432,865, sur laquelle somme nous avons versé la commission de trois huitièmes de 1 p. 100.

Nous nous servons aussi de la monnaie pour le renouvellement des pièces d'argent émoussées ou frayées. Depuis quelques années, nous avons cherché à obtenir au Canada une circulation de billet de banque plus propres, et je crois que nous y avons réussi, bien que les banques ne soient peut-

être pas encore à l'abri de tout reproche sous ce rapport. On observera qu'en règle générale les billets de banque en circulation au Canada sont assez propres. Une fois ce résultat obtenu, nous avons cru qu'il y avait lieu d'assurer au peuple canadien une circulation d'espèces métalliques plus convenables. Il a circulé dans notre pays beaucoup de pièces d'argent à empreinte émoussée, devenues très minces et usées dans bien des cas. Ces pièces ne conviennent plus, mais elles circulent librement; A reçoit une de ces pièces et la transmet à B, et ainsi de suite, et les banques mêmes s'en servent dans leurs opérations. Nous croyons opportun de recueillir toutes les pièces en cet état et de les refondre. Il en résulte une certaine perte, le frottement occasionnant à la longue une diminution de poids. Mais cette perte est très faible, et la refonte nous permet d'assurer au public une monnaie supérieure, plus nette et de meilleur aspect. Il nous approuvera, sans doute, en cela.

J'ai dit que la Monnaie était autorisée à frapper des souverains anglais, et elle le fait dans une mesure restreinte. Elle a pour cet objet un matériel très restreint qui lui permet d'exécuter une petite somme de travail de cette nature, et plusieurs particuliers ont apporté de l'or qu'ils désiraient faire convertir en souverains anglais. On s'est rendu à leur désir moyennant un certain droit comme rémunération du service rendu.

La dépense occasionnée par la construction de l'atelier de la Monnaie, y compris l'achat de l'emplacement et les bâtiments adjacents, s'élevait au 30 novembre 1909, à \$547,596.33. On estime que l'affinerie actuellement en construction et son aménagement entraîneront une dépense supplémentaire de \$67,000. L'estimation de la dépense totale nécessitée par l'établissement de la Monnaie s'élève donc au chiffre de \$605,047.

L'atelier de la Monnaie a été en activité depuis près de deux ans à partir du 2 janvier 1908. Dans le cours de la première année civile, 4,877,027 pièces de monnaie y ont été fondues. Ce chiffre comprend 636 souverains anglais frappés à la demande de particuliers qui avaient de l'or en main, comme je l'ai expliqué ci-dessus. Dans le cours des onze mois expirés de la présente année civile, 6,862,982 pièces ont été monnayées. Ce chiffre comprend 13,161 souverains anglais qui ont été fabriqués dans les conditions que j'ai dites.

Le Parlement affecte une somme de \$75,000 par année à l'entretien de cet établissement. En 1908, cette somme a excédé les besoins, la dépense n'ayant été que de \$71,997.32. Cette année, le crédit tout entier sera absorbé, et en vue du surcroît de travail que l'atelier de la Monnaie est appelé

à faire, il est probable qu'une subvention d'un chiffre plus élevé devra être demandée.

Les frais d'exploitation sont indiqués ci-après :

1908.	\$71,997 32
1909 (11 mois).	61,729 52

Le total des frais d'exploitation pour une année et onze mois se sont donc élevés à \$133,726.84. Les recettes de la Monnaie durant la même période y compris le paiement de tous services rendus, ont été de \$405,565.68. Il reste donc un bénéfice au montant de \$271,838. Ce joli excédent suffira, on le voit, à solder et au delà l'intérêt sur les frais d'établissement; il reste même une forte somme au crédit de la Monnaie.

Mais, bien entendu, comme je l'ai fait observer, si nous réalisons un fort bénéfice sur l'exploitation de l'atelier de la Monnaie, il n'en est pas moins vrai qu'en faisant fabriquer nos pièces de monnaie en Angleterre nous réaliserions un bénéfice encore plus grand. Toutefois, la députation, sans distinction d'attaches politiques, a jugé que nous devons avoir un atelier canadien des Monnaies. C'est une des étapes dans l'évolution de notre nationalité canadienne, et je crois que notre population prise en bloc a approuvé la mesure.

L'hon. M. FOSTER: Je prie le ministre de nous dire combien le Canada aurait dû déboursier pour la frappe d'un nombre égal de pièces suivant l'ancienne méthode.

L'hon. M. FIELDING: Je n'ai pas fait le calcul; mais il est certain que nous aurions pu faire frapper ces pièces à bien meilleur compte. Pareillement, nous pourrions faire graver nos billets de banque à bien meilleur marché en Angleterre qu'à Ottawa; mais de même que l'ancien gouvernement avait pris le parti de faire graver ses billets à Ottawa, nous avons fait un pas de plus et installé un atelier pour la frappe des monnaies.

L'hon. M. FOSTER: Je serai bien aise si le ministre faisait le calcul de l'écart dans la dépense.

L'hon. M. FIELDING: Je serai bien aise de mon côté, de pouvoir l'indiquer; mais à mon avis, et de l'avis, si je ne me trompe, de la Chambre, et du pays, le résultat de ce calcul ne saurait rien changer à la conclusion. Lors de l'établissement de cet atelier de la Monnaie, nous savions bien que la fonte de nos espèces métalliques pourrait s'effectuer à bien meilleur compte en Angleterre; néanmoins, nous avons préféré en faire la frappe au Canada.

L'hon. M. FOSTER: De ce que le ministre pense que la conclusion n'en saurait être modifiée, est-ce une raison suffisante pour ne point nous fournir le renseignement?

M. FIELDING.

L'hon. M. FIELDING: Evidemment non. Bien entendu, c'est affaire d'opinion.

M. HUGHES: Jusque là le ministre croit en la politique nationale des conservateurs.

L'hon. M. FIELDING: Il est temps que quelqu'un y croit, car les organes conservateurs commencent à la répudier.

Nous n'avons aucune modification au tarif à proposer aujourd'hui, non pas que nous prétendons qu'il soit parfait, car un tarif nécessairement volumineux et compliqué comme le nôtre donne toujours lieu à quelque critique et souffre certainement des modifications. Mais nous doutons qu'il soit avantageux pour le commerce canadien d'y apporter de fréquents changements. Nous croyons au contraire que cela nuirait aux affaires, et notre désir est que l'on sache partout qu'après une révision générale du tarif, il y a deux ans, le Gouvernement ne se sent pas disposé à le modifier de nouveau tant que le besoin ne s'en fera pas absolument sentir.

Le discours du trône fait allusion à une certaine disposition du tarif concernant les coalitions commerciales. Ceux qui siègent au Parlement en 1897, lorsque l'article concernant les coalitions fut soumis pour la première fois à la Chambre, se rappelleront peut-être que cet article stipulait que dans tous les cas où il serait établi à la satisfaction du Gouvernement en conséquence qu'une coalition existait dans le but d'élever illégalement le prix d'un article de consommation, le Gouverneur en conseil de son propre chef pouvait alors réduire le tarif sur l'objet en question.

A cette époque, les intérêts étaient plus sensibles aux effets du tarif de douane. Après étude, il fut décidé que l'existence de la coalition devait être établie par un tribunal judiciaire, et l'article de la loi de douane fut modifié en conséquence. Le Gouvernement ne devait agir qu'après le jugement du tribunal, et le tarif ainsi modifié eut par la suite force de loi. On se plaint maintenant que cette modification tempère trop fortement l'exécution de la loi relativement aux coalitions. On dit que le Gouvernement n'a pas suffisamment pourvu au remboursement des frais encourus par quiconque prend avantage de la loi, que le justiciable a trop de charges à supporter et que le Gouvernement ne prend pas sa part légitime des responsabilités. Nous sommes prêts à faire droit à ce reproche. Nous proposerons bientôt à la Chambre l'adoption d'une loi qui fera disparaître cette objection. Cette loi aura pour objet, quand il sera clairement établi qu'une coalition existe en vue d'augmenter les prix—ce qu'il ne faudra pas faire à la légère ni à la hâte, à cause des forts intérêts en jeu—de mettre à la charge du Gouvernement tous les frais de l'enquête et même ceux de

l'avocat. C'est en substance l'objet de la mesure que nous voulons prendre avec la sanction de la Chambre.

Quant aux échéances de nos emprunts, nous aurons à rembourser le 1er janvier prochain ce que l'on appelle l'emprunt amorti du Canada 4 p. 100 au montant de £6,443,136. C'est l'ancien emprunt de la vieille province du Canada contracté en 1860 à 5 p. 100 et renouvelé en 1885 pour 21 ans $\frac{1}{2}$ à 4 p. 100. Pour honorer cette créance et faire face à nos grandes dépenses, nous avons négocié à Londres, le 1er juillet dernier, un emprunt de £6,500,000 sur actions à 3 $\frac{1}{2}$ p. 100, 98 $\frac{1}{2}$. Nous avons offert aux porteurs des actions et obligations de l'emprunt amorti 4 p. 100 échu le 1er janvier, la faculté de recevoir l'équivalent de leurs prêts respectifs en coupons du nouvel emprunt, et un montant d'argent équivalent à la différence entre la valeur de l'emprunt nouveau et la valeur du vieil emprunt à son échéance en janvier prochain.

La conversion de l'emprunt amorti par actions en un nouvel emprunt aux conditions mentionnées représente un montant de £1,847,418. De plus, le fonds d'amortissement de l'emprunt à 4 p. 100 représente en caisse un montant de £2,000,000, ce qui laisse une différence de £2,498,749 à payer comptant à Londres le 1er janvier prochain. Le produit de l'emprunt projeté nous permettra de rembourser l'emprunt échu.

Il y a un autre emprunt de £4,000,000 à 4 p. 100 négocié en 1885 et rachetable entre 1910 et 1935 sur un avis de six mois du Gouvernement. Comme c'est un emprunt à 4 p. 100, le Gouvernement avait l'intention de se prévaloir de sa faculté de rachat, et de donner un avis de six mois à dater du 1er janvier prochain. Ce serait une bonne transaction de libérer une obligation à 4 p. 100 par une autre à meilleur marché. Mais vu l'instabilité actuelle du marché, voire de la situation politique, nous avons remis au mois de juillet la signification de l'avis en question. De plus, un emprunt de £1,500,000 à 4 p. 100 garanti par le gouvernement impérial et contracté en 1875 sera échu le 1er octobre 1910. Il y a encore deux emprunts, l'un de £1,000,000 en bons du Trésor, qui sera échu le 1er février 1910, et l'autre de £500,000 échu le 1er juillet 1910. Il faudra prendre les arrangements voulus quand le temps sera arrivé pour en honorer le remboursement. Je le répète, les perturbations financières et autres qui agitent présentement le marché de Londres ne nous ont pas paru un temps propice pour convertir toutes ces échéances en emprunts à long terme. Nous avons cru préférable en conséquence d'avoir recours à un prêt à courte échéance, et nous avons entamé des négociations pour emprunter £3,000,000 à six mois sur la garantie des bons du Trésor datés du 1er janvier prochain. La transaction a été faite à 3 $\frac{1}{2}$ p.

100 par année. Cet emprunt nous permettra de traverser la période critique actuelle en Angleterre, causée en partie par l'augmentation du cours des banques et en partie par la situation politique. Nous étudierons ensuite s'il est expédient de contracter un emprunt à perpétuité.

M. W. F. MACLEAN: Les bons du Trésor sont-ils émis ici ou à Londres?

L'hon. M. FIELDING: A Londres. Je me suis forcé, monsieur l'Orateur, de soumettre d'une façon aussi concise que possible les faits saillants de notre situation financière. Je ne m'attends pas que toute la Chambre approuve ce que j'ai dit, car on n'envisage pas tous la question au même point de vue; mais comme nous sommes tous imbus du désir commun de promouvoir les meilleurs intérêts du Canada, j'ai la certitude qu'on s'entendra pour exprimer sa satisfaction de l'état prospère des affaires du pays. Tout bon citoyen doit se sentir heureux de voir tant de belles perspectives à l'horizon. Le contre-temps qui nous est arrivé il y a un an ou deux aura peut-être son bon effet. Heureusement qu'il n'a été qu'éphémère, qu'il ne s'est pas attaché à notre existence nationale, et que déjà nous recouvrons rapidement de ses effets.

Personne n'ignore que nous avons un pays fabuleusement riche. Nous le savons depuis longtemps, mais il nous manque deux choses: la population et les capitaux. C'est ce qui nous vient maintenant. La population nous vient des quatre coins du globe. Elle nous vient en un fort courant de la république voisine, et nous sommes fiers de la qualité de l'immigration de ce pays. Il nous vient aussi du monde de l'ancien continent.

Nous avons droit de nous réjouir de ce qu'enfin la population se dirige vers le Canada. Nous avons également besoin de capitaux: nous en recevons maintenant. Jamais dans l'univers entier a-t-on témoigné autant d'intérêt aux affaires du Canada! Jamais les capitalistes se sont-ils montrés aussi bien disposés à placer leur argent chez nous! C'est vraiment la prospérité qui nous arrive.

Notre population, nos richesses ont augmenté, notre unité nationale a grandi, nous formons une conception plus grande de notre responsabilité comme citoyens d'un grand empire. Nous avons donc lieu de nous réjouir de tant de développement. Mais ce qui mieux est encore, c'est que tout ceci n'est que le commencement de notre prospérité. Il nous est donné à nous les artisans des destinées du Canada de façonner cette destinée à un moment où elle est susceptible de formation. Prenons garde, au milieu de nos luttes de parti, qu'en tout temps la note dominante de notre travail soit le désir patriotique de promouvoir le progrès, la prospérité et le bonheur de la population canadienne.

L'hon. G. E. FOSTER (Toronto-nord) : Monsieur l'Orateur, je partage, comme le font sans doute tous les honorables députés de la gauche, les dernières observations de l'honorable ministre des Finances (M. Fielding). Il est vrai que l'on exagère parfois les disputes de parti, que l'esprit de parti porte à farder les faits soumis à l'étude de la Chambre et à en faire même un exposé malhonnête. Mais à part ces questions, lorsque nous traitons les questions plus élevées qui affectent le pays et l'empire, j'espère que nous serons toujours d'accord à partager les sentiments que vient d'exprimer le ministre des Finances.

J'ai remarqué que le ministre des Finances était un peu plus joyeux cette année que l'année dernière, lorsqu'il s'est levé pour présenter son budget. Les circonstances ont quelque peu changé et ce qui se présentait l'année dernière sous les apparences bien douteuses et bien sombres a pris un autre aspect cette année. L'honorable ministre a obtenu un sursis; j'espère qu'il durera longtemps. Le pays a obtenu également un sursis de la crise financière et commerciale qui l'a affecté pendant quelque temps. Espérons que le ministre des Finances et le Gouvernement profiteront de la leçon qu'ils ont reçue par cette période comparativement courte de dépression financière, et s'appliqueront davantage de cœur à administrer à l'avenir les affaires du pays d'une façon pratique et économique.

Je ne suivrai pas le ministre des Finances dans le dédale de ses observations, consistant en grande partie de tableaux de chiffres. J'y ferai en passant quelques allusions. En termes familiers, l'exercice 1909 ne peut se réduire à ceci: Le commerce accuse une diminution de \$67,000,000 environ dans son volume; les recettes ont diminué d'environ \$11,000,000; les dépenses ont augmenté de \$21,000,000, dont \$7,500,000 au compte du fonds consolidé et \$13,500,000 au compte du capital. Le surplus anticipé de \$1,500,000 est tombé à \$1,000,000. A ce moment, la vieille méthode d'imputer les primes sur le capital était favorable aux calculs du ministre des Finances. Le montant déboursé à titre de primes était de \$2,500,000, et en l'imputant sur le capital, le ministre pouvait établir un surplus de \$1,000,000.

Si cette somme versée en primes, eût été puisée dans les fonds des recettes, suivant la pratique en vogue sous le régime précédent, le ministre, loin d'encaisser un excédent même de \$1,000,000, aurait vu son budget se solder par un déficit de \$1,500,000. Bien que les hommes d'affaires au pays et les chanceliers de l'échiquier le ministre des Finances entre autres, eussent bien reçu, en temps utile, avis préalable de la crise qui devait fatalement se produire et qui s'approchait, chose étrange! le budget canadien, dressé par le ministre des Finances

lui-même et par son gouvernement, n'avait jamais encore atteint un chiffre aussi élevé et la dépense qui y figure atteint \$133,000,000, soit un chiffre de trois fois supérieur à celui de 1896 et qui marque l'étiage de la dépense publique au Canada. Voilà l'enseignement fort significatif qui se dégage de l'attitude prise par le ministre pour faire face à l'orage qui allait se déchaîner; il s'y prépare par la progression de son budget, par un débordement des dépenses, par le grossissement des impôts ou des deniers puisés dans la poche des contribuables. Voilà à mon avis, une attitude peu raisonnable. Le ministre aurait pu notablement consolider la force financière du pays, en s'inspirant de la conduite tenue par tous les financiers et par tous les ministres de finances que je connais, bref, par tout homme prudent en affaires; reculer le flot montant des dépenses, en présence de l'orage qui fatalement devait se déchaîner et économiser aussi les forces et le crédit du pays. Il ne l'a pas fait.

Aussi, comme résultat de sa gestion financière de cet exercice, la dette publique s'est gonflée de \$46,000,000, le plus fort chiffre qu'ait jamais atteint le gonflement de la dette nationale; or cette augmentation de la dette, le ministre aurait pu la réduire de moitié et même davantage, s'il eût voulu pratiquer, dans sa gestion financière, les économies légitimes et réalisables.

Quand on aborde l'étude des opérations de l'année 1910, on constate que le commerce est en progrès, que les recettes affluent dans la caisse publique; et quant à la dépense, nous ignorons quelle progression elle suivra. Le ministre prétend qu'il n'y aura pas de moins-value et j'espère sincèrement que ses prévisions se réaliseront—mais fatalement, il y aura de lourds engagements de dépenses.

L'an dernier, les emprunts du ministre des Finances ont atteint le chiffre énorme de £25,000,000 à £26,000,000, emprunts placés sur le marché à fort bref délai; or, cette année, il y aura encore des emprunts à effectuer, et le résultat des opérations de l'an dernier, le moment et le mode choisis pour effectuer ces emprunts, résultat dû à l'absence complète de prévoyance un an ou un an et demi auparavant, c'est que le crédit du Canada, qui s'était tellement amélioré que nos emprunts se faisaient à 2.8 pour 100, a baissé au point que le taux est aujourd'hui de près de 5 pour 100, et c'est là un taux qui dépasse la moyenne des quinze dernières années de la gestion financière des affaires du pays.

Quant à 1911, le ministre des Finances n'est guère en mesure de nous éclairer. Le budget principal demande \$127,000,000. Vient, en outre, les emprunts; mais nous ne saurions en préciser le chiffre. Au gonflement de la dette, l'année dernière et cette

année, viendra s'ajouter une nouvelle augmentation en 1911.

Eh bien! somme toute, quelle a été la planche de salut du ministre des Finances? A quoi doit-il son salut? Est-ce à l'exercice de quelque grand acte de prudence de sa part? Est-ce à un grand déploiement d'habileté ou de capacité dans sa gestion financière? Est-ce dû au mérite intrinsèque, au point de vue des affaires, dans la gestion du Gouvernement lui-même? Nullement.

En quelques mots, le vice-président et le gérant de la banque de Montréal viennent nous donner la véritable solution. Qu'est-ce qui a provoqué ce changement qui a permis au Gouvernement et au ministre des Finances de reprendre le dessus, en ce qui concerne nos affaires nationales? Tout simplement, c'est là l'œuvre des cultivateurs canadiens. Le vice-président de la banque de Montréal observe que, en 1900 les produits du Nord-Ouest s'élevaient à 32,000,000 de boisseaux; en 1907, à 160,000,000; en 1908, à 232,000,000 et en 1909, à 313,500,000 de boisseaux. Voilà l'explication de toute l'affaire; voilà ce qui a permis, sinon de contrebalancer entièrement, du moins de mitiger et d'atténuer les erreurs et les bévues du Gouvernement, et cela au grand bénéfice du pays lui-même. En une seule année, la production seule du Nord-Ouest accuse une augmentation de 81,000,000 de boisseaux, soit \$50,000,000 valant et peut-être davantage. Jamais les prix obtenus pour ces produits n'ont été aussi rémunérateurs que cette année et ce surcroît de prix reçus pour ces produits, versé au fonds des affaires, voilà ce qui a régénéré le pays et nous a acheminés vers cette période de prospérité qui continuera, nous l'espérons.

Quelle est donc la part de gloire, d'honneur et de mérite qui revient ici au Gouvernement? Ce surcroît de produits, c'est des provinces du Nord-Ouest qu'il nous est venu. Notre mémoire est fidèle; qui a acheté et développé le Nord-Ouest? Qui est-ce qui dota ce pays du premier grand réseau transcontinental, rendant ainsi possibles les facilités de transports, la création de foyers et de centres d'industrie, au bénéfice des populations agricoles? Et à cette époque, que faisaient-ils, ces messieurs? Aujourd'hui ils recueillent le fruit de ces travaux, ils font la moisson, soit, je le veux bien; et je bénis le ciel de l'abondance de cette moisson. Mais qu'on n'aille pas croire que, parce que cette manne lui est tout à coup tombée du ciel, dans la détresse où ils se trouvaient, c'est à quelque merveilleuse habileté, à quelque talent inné, à quelque admirable exercice du sens des affaires que le pays est redevable de son relèvement et de l'heureuse situation dont il se réjouit aujourd'hui. Et au bénéfice de ces populations agricoles, qu'ont-ils fait, ces messieurs? Est-ce que les cultivateurs ne paient pas plus cher leurs

vêtements que sous l'ancien régime? Ne sont-ils pas tenus d'acquitter des droits plus élevés pour le bois de construction qui entre dans chaque bâtiment ou chaque maison d'habitation qu'ils construisent? Leur quincaillerie ne leur revient-elle pas plus cher aujourd'hui que jamais auparavant? Puis, lorsqu'il s'agit de la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour cultiver leurs champs, à quelle époque ont-ils payé à ces ouvriers des salaires ou une rémunération d'un chiffre aussi élevé qu'aujourd'hui? Quant aux prix du grain, naturellement, le Gouvernement n'y peut rien. En quel sens le Gouvernement a-t-il donc réussi, par sa gestion des affaires, à tirer le pays de la triste situation où il se trouvait et à lui assurer l'entrée de la terre promise? Oui, je le déclare, c'est aux qualités innées et au courage des cultivateurs du Nord-Ouest; c'est grâce à son dur labeur et à son sens des affaires, tout cela joint à la coopération de l'intelligence si exercée, si avertie des hommes d'affaires canadiens, c'est grâce aussi à l'habileté et à l'intelligence de l'artisan dans nos fabriques et nos industries, c'est à tout cela, dis-je, qu'est due la prospérité du pays, en dépit des folles prodigalités et des fautes commises par le Gouvernement, depuis son avènement au pouvoir.

Quant à la dette, le ministre a passé rapidement sur la question. Peut-être, n'avait-il guère à dire à ce sujet et il était sans doute préférable qu'il fût aussi laconique que possible à cet égard; car on aurait fort bien pu rappeler à ces messieurs leurs promesses d'antan, alors qu'ils siégeaient à la gauche et leurs manquements, depuis leur arrivée au timon des affaires. Où en est cette question de la réciprocité avec les Etats-Unis, régime qu'ils devaient obtenir, aussitôt après leur avènement au pouvoir? Où en est rendu cet acheminement vers le libre-échange, objectif vers la réalisation duquel le premier ministre devait orienter tous ses efforts, et qu'il poursuivait sans relâche jusqu'à sa réalisation parfaite? Et ce régime du libre-échange, tel qu'il existe en Angleterre, où en est-il sous l'administration de ce nouvel apôtre Paul qui, il y a quelques années à peine nouveau Saul ne respirant que carnage, parcourait le pays, critiquant et vouant aux gémonies le régime protectionniste. Après l'homélie qu'on lui a prêchée aujourd'hui dans cette Chambre, et qui constitue le plus fort réquisitoire que j'aie entendu ici de longtemps, le premier ministre, je suppose, dirige toujours ses regards vers le but visé, le libre-échange, tel qu'il existe en Angleterre, bien qu'il lui faille renoncer à tout espoir de se rapprocher davantage de son idéal, dans le cours des années qui lui sont réservées. On nous avait prodigué maintes autres promesses. On devait nous ouvrir des débouchés, des marchés nou-

veaux, un peu partout. Quels marchés ces messieurs nous ont-ils ouverts? Au cours des treize années écoulées depuis l'avènement du Gouvernement au pouvoir, ce cabinet de tous les talents ne nous a pas encore ouvert un seul marché étranger. S'il nous a donné accès à un seul marché nouveau, qu'on nous le désigne. Quelques-unes de nos nations sœurs, au sein de l'empire, nous ont accordés certains privilèges, en retour de pareille préférence; mais sauf cela, il n'existe pas dans le monde entier, en dehors des traités négociés antérieurement, une seule nation dont ce Gouvernement ait ouvert les portes à l'écoulement de nos produits.

Oh! oui, il y a le traité franco-canadien, qui n'est pas encore en vigueur, mais qui fonctionnera bientôt. Mais l'avantage découlant de l'exportation de nos animaux en état d'engraissement pour la boucherie, (fat cattle) avantage que, l'an dernier, le premier ministre faisait sonner si haut ici même, lorsqu'il faisait valoir aux yeux de nos populations agricoles tous les avantages que devait leur conférer le traité avec la France, cet avantage, dis-je, n'existe plus et il ne reste plus que les animaux maigres destinés à l'engrais (stockers) et les exportateurs de ces derniers animaux auront certes une tâche bien agréable, quand il leur faudra, pour obtenir accès au marché français, franchir un tarif de \$15 à \$20 par tête de bétail, sans compter l'incertitude qui règne au sujet de l'interprétation que donneront au tarif ceux qui seuls ont la faculté d'admettre nos bestiaux dans les ports français. Nous n'avons donc guère bénéficié de ce côté-là. Mais en revanche, nous nous sommes grevés d'un fardeau annuel de \$200,000, à titre de subvention affectée à un service de vapeurs desservant la France et le Canada, c'est-à-dire en 10 ans \$2,000,000 dont le ministre des Finances n'a pas tenu compte et qu'il faut assurer l'affectation.

Il reste encore d'autres promesses inaccomplies. La situation commerciale entre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Canada n'a pas encore été rectifiée. Cette situation a été, par le passé, l'objet des censures les plus sévères de la part du premier ministre et de ses partisans. A les entendre, ce n'était faire preuve ni de patriotisme ni de loyalisme que d'effectuer aux Etats-Unis de plus forts achats qu'en Grande-Bretagne et de laisser le chiffre de nos exportations aux Etats-Unis demeurer inférieur à celui de nos importations de chez nos voisins. Ils demandaient à grands cris un régime tarifaire qui rectifierait cette situation anormale et nous mettrait en meilleure posture. Où en sommes-nous aujourd'hui? En 1908, nos achats des Etats-Unis atteignaient le chiffre de \$204,000,000.

Ils ont acheté chez nous pour \$90,000,000, par conséquent la balance du commerce s'est élevée à la somme totale de \$114,000,000.

En 1909, la balance défavorable a été ramenée à \$85,000,000, mais le commerce reprend maintenant et à mesure qu'il redevient actif, la balance défavorable augmentera aussi avec les Etats-Unis. D'autre part, l'Angleterre nous achète pour un montant plus élevé qu'elle ne nous vend et elle nous a donné l'an dernier une balance en notre faveur de \$55,500,000. Chacun peut constater que la balance du commerce qui nous est favorable, comme dans le cas de la Grande-Bretagne, doit s'élever au montant de \$55,500,000 pour équilibrer la balance qui nous est contraire du côté des Etats-Unis et il nous restera encore \$50,000,000 ou \$60,000,000 à payer d'une autre façon. L'argument que je veux établir est que les membres du gouvernement n'ont pas amélioré ce sérieux état de choses qu'ils critiquaient de notre temps, mais sous leur régime, les conditions ont empiré et elles se sont aggravées au point que j'ai décrit.

Aujourd'hui la balance du commerce avec la France nous est défavorable pour un montant de \$5,000,000; avec l'Allemagne de \$4,500,000; avec l'Amérique du sud de \$1,000,000 et avec les Antilles de \$3,500,000. La balance totale du commerce qui était en notre défaveur en 1908, s'est élevée à \$104,000,000. Elle a été diminuée l'an dernier parce que les importations ont diminué de \$5,500,000. Or, bien que je ne prétende pas dire qu'il est d'impérieuse nécessité que le Canada soit toujours en état de présenter une balance favorable du commerce, je dis que si vous avez avec un système d'administration politique une balance du commerce continuellement défavorable et qui va en augmentant, il y a quelque chose de défectueux dans cette politique commerciale et ce devrait être le devoir du Gouvernement de s'efforcer d'établir sa politique de façon à ce que cette balance contraire diminue autant que possible et soit réduite au lieu d'augmenter d'une façon constante.

Mon honorable ami dit que le tarif des droits n'a pas été accru. Sa réponse favorite est toujours celle-ci: Oh! vous êtes le parti du tarif élevé et nous sommes le parti du tarif réduit. Avec le grand discours du ministre des Finances, dans lequel il a défendu aujourd'hui les primes, la plus haute forme de protection l'honorable ministre des Douanes (M. Paterson) qui croit encore, je pense que nous avons dans ce pays un tarif de revenu—du moins il saisit l'occasion de le répéter chaque année—trouvera en vérité, qu'il est très difficile de persuader à ses électeurs que sous la direction du ministre des Finances le temps du libre échange n'est pas passé pour toujours dans ce pays. Eh bien! parlons de cette immense réduction de droits? Voici quelques renseignements empruntés aux rapports des ministres eux-mêmes. De 1879, date de la mise en vi-

gueur du tarif protecteur, jusqu'à 1896, quand le parti conservateur perdit le pouvoir, la moyenne du taux des droits sur les marchandises imposables entrant au pays s'est élevée à 28.35 p. 100.

La moyenne, en 1909, est de 27.46 pour 100. De sorte qu'il est évident que, dans l'an de grâce 1908, sous l'administration de ces honorables ministres qui, à les entendre, ont tellement diminué les droits, le tarif est de 27.46 pour 100, contre une moyenne de 28.35 pour 100, de 1879 à 1896. Mais en tenant compte, comme j'en ai le droit, de la prime qui est une forme spéciale de la protection et qu'ils ont prise à même le trésor public. Je vois que depuis 1909, ils ont un tarif de 28.72 pour 100, de sorte qu'ils ont diminué le taux des droits exactement de 89.100c de 1 pour 100 de la moyenne de 1879-1896.

Je suis d'accord avec mon honorable ami dans sa déclaration relative au message que le président Taft a envoyé il y a quelque temps, au congrès, c'est un message raisonnable, un message d'homme d'Etat, un message qui a donné je crois, à tous les pays le droit de croire que si le président Taft et son cabinet restent au pouvoir, il n'y aura aucune tentative de se lancer dans des difficultés à propos de discrimination et de droits compensateurs. Je ne crois pas qu'un message pourrait être plus équitable sur ce point qu'il ne l'a été et je suis parfaitement d'accord avec le ministre des Finances quand il décrit la conclusion que nous pouvons tirer de la lecture de ce document. Du moins nous espérons qu'il ne sera pas un instrument même de menace pour le Canada. Il n'en reste pas moins pourtant que le tarif des Etats-Unis, abstraction faite complètement du président Taft, a déjà atteint le Canada relativement à ses exportations de pulpe et de papier à la suite de la politique protectrice adoptée par les provinces d'Ontario et de Québec qui ont pris des mesures pour la conservation de leurs forêts. Telle est la situation relative aux Etats-Unis et on pourrait parfaitement conclure que le tarif des Etats Unis, en comparaison du tarif du Canada, ne nous accorde pas le commerce équitable auquel nous avons droit.

Il existe une autre situation, au point de vue commercial qui est extrêmement intéressante à l'heure actuelle. C'est la situation en Grande-Bretagne. Je ne veux pas discuter une seule minute la question des partis politiques en Angleterre, mais je crois qu'il est bon que nous retenions certains faits.

Il n'y a pas plus de cinq ans, certainement pas plus de six ans que le très honorable Joseph Chamberlain a fait connaître ses vues, pas très entièrement arrêtées à cette époque, sur ce qu'il pensait que devaient être les relations fiscales de a même

patrie avec les différentes parties de l'empire entre elles. I n'y a pas plus de cinq ou six ans, cette idée reçut l'encouragement et l'appui d'un fameux homme d'état anglais. Il y a cinq ou six ans, un fameux homme d'état a lancé cette idée à la face d'une Angleterre libre-échangiste de puis quarante ou cinquante ans et alors il n'y avait pas grande probabilité qu'une pareille idée triompherait. Mais cinq ou six ans ont passés et que voyons-nous? Le changement a été si rapide dans l'opinion publique, le progrès des événements a marché si vite, si puissamment s'est développé la théorie de l'empire et le traitement dû aux différentes parties de l'empire a tellement fait l'objet de l'intérêt de l'Angleterre et de l'empire, qu'aujourd'hui les colonies du Sud-Africain accordent une préférence à la mère patrie, l'Australie accorde une préférence à la mère patrie, la Nouvelle-Zélande accorde une préférence à la mère patrie, le Canada accorde une préférence à la mère patrie et nous avons à l'heure actuelle dans la mère patrie elle-même un des plus grands partis politiques de l'histoire qui se lance dans une lutte électorale où la première ligne du programme est la réforme du tarif dans le but avoué de s'en servir pour accorder aux colonies un tarif de préférence. Cela témoigne d'une rapidité de mouvement et d'un changement dans les idées fiscales de la mère patrie et de l'empire qu'on aurait vainement essayé de prophétiser il y a quelques années seulement. Et que ce soit les unionistes ou les libéraux qui l'emportent aux prochaines élections—je ne pense pas que quelqu'un voudrait se hasarder à exprimer une opinion à ce sujet—je ne crois pas aller trop loin en disant que le temps est très rapproché où la politique de la Grande-Bretagne sera une politique qui lui permettra de donner à ses colonies un traitement préférentiel en retour du même traitement que les colonies lui ont accordé.

De sorte que tout en ayant une grande sympathie pour le ministre des Finances, quand il s'efforce, si toutefois il le fait sérieusement, de développer le commerce du Canada avec les autres pays, je crois qu'il serait prudent de bien faire attention, dans ces différentes négociations, de ne pas nous lier les mains inutilement de façon à rendre plus difficile notre entrée dans cette association avec la mère patrie que nous offrir en avantage quand il se sera produit un changement dans sa politique fiscale. N'avons nous pas tout à gagner ici en pénétrant dans les marchés de la Grande-Bretagne sur une base de préférence? Il n'est pas nécessaire que je fasse autre chose que de poser la question; personne n'y sera opposé. Non seulement nous avons beaucoup à y gagner, mais nous qui avons foi à l'empire et qui l'aimons, nous savons que l'empire a beaucoup à gagner par l'union

ferme et solide de toutes ses possessions dispersées sur le globe.

En vue de faire naître une plus grande sympathie et un intérêt plus pratique, afin d'unir plus intimement toutes les parties de l'empire l'une à l'autre et chacune à tous, nous avons beaucoup à gagner. Je déclare donc qu'il est bon pour le ministre des Finances et le Gouvernement aillent lentement pour faire des traités de commerce compliqués avec d'autres pays, jusqu'à ce qu'au moins nous ayons pu être mieux informés de ce qui va se produire en Angleterre. Sans doute on pourra dire que nous concluons ces traités avec l'entente qu'ils pourront être dénoncés sur un avis déterminé, mais c'est aussi vrai qu'il est plus difficile de donner un avis de dénonciation que d'entrer en pourparlers pour la conclusion d'un traité. Quelques personnes diront: Prétendez-vous qu'il existe un pouvoir qui pourrait établir un tarif pour le Canada en dehors du Parlement du Canada lui-même et consentez-vous à accepter un arrangement de cette nature? On peut parfaitement répondre ainsi à la question:

Personne ne peut établir un tarif pour le Canada, en dehors du parlement canadien, mais cela n'empêche pas le parlement du Canada lui-même d'accorder un traitement de préférence à l'Angleterre, à l'Australie, aux Antilles et à la Nouvelle-Zélande, et cela n'empêchera pas le parlement du Royaume-Uni de donner au Canada, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande ou à toute autre possession anglaise une entrée de préférence sur les marchés de l'Angleterre. Par conséquent, la question de se soumettre à quelque autorité étrangère avant d'avoir le bénéfice des avantages de la préférence, est absolument imaginaire. Chaque partie constituante conserve son autonomie absolue et son pouvoir indépendant de décider quel sera son tarif; chacune examine son champ d'action et tient compte des circonstances, de ses sympathies et de ses intérêts directs pour donner à un autre membre de la famille une entrée de préférence, comme il lui paraît le plus sage. Je n'ai jamais entendu personne, désireux d'obtenir la préférence impériale, soutenir qu'il existe une méthode de fixer les tarifs autre que celle dont j'ai parlé et cela fait ainsi disparaître les objections relatives à l'autonomie.

Maintenant, je voulais adresser des critiques au ministre des Finances, sur des questions précisément de finances, mais je ne crois pas que cela serve à grand'chose. Il peut dire en effet que le cheval s'est échappé et qu'il est inutile de fermer maintenant l'écurie. C'est vrai, mais un homme qui a perdu un objet de valeur pour ne pas avoir fermé la porte, est bien capable de faire en sorte qu'à l'avenir sa porte soit fermée afin que la perte ne se renouvelle pas.

M. FOSTER.

C'est dans ce but que je veux attirer très brièvement l'attention du ministre des Finances sur quelque chose qu'il n'a pas faite et sur d'autres choses qu'il a mal faites relativement à cette rafale financière que nous avons subie.

Alors, qu'a-t-il fait? Il savait aussi bien que personne—il devait savoir mieux que personne—longtemps avant la dernière partie de 1907, et la première partie de 1908, que le monde était menacé d'une crise financière et il lui restait deux choses à faire. Premièrement, il aurait dû prendre à l'avance ses précautions pour les énormes obligations dans lesquelles il s'était engagé, et deuxièmement, il aurait dû réduire ses dépenses courantes et inaugurer une ère d'économie, ou au plus tôt qu'il ne l'a fait, au lieu d'attendre au dernier moment.

Par ces deux moyens, en faisant des provisions avant que l'état désemparé du marché monétaire l'eût mis dans la pire des positions, et en s'abstenant de toute dépense extraordinaire, en pratiquant l'économie, en émondant le budget, il aurait pu faire face à la crise.

Je considère que sur ces deux points, le ministre des Finances n'a pas été à la hauteur de sa mission et qu'en est-il résulté? L'honorable ministre dit qu'il n'a pas nui au crédit du pays. Je ne crois pas non plus, que le pays ait reçu, de ce chef, un coup fatal, mais il n'en est pas moins vrai, que le ministre des Finances par ses méthodes, n'a pas amélioré la situation financière du pays. De cela, nous avons deux preuves et j'en ai indiqué une en parlant des emprunts. En premier lieu, depuis un an et demi, il paie sur ses emprunts l'intérêt le plus élevé que le Canada ait jamais payé. Depuis 1870, jusqu'à 1894 et même 1897, grâce à l'amélioration de nos finances et à l'expansion de notre commerce, le taux que nous avions à payer sur nos emprunts, était allé sans cesse en diminuant jusqu'à atteindre 2½ p. 100. Il a arrêté cette progression descendante. Il a interverti la situation et à l'heure présente, il obtient très peu d'argent à 3½ p. 100 et il paie près de 5 p. 100 sur la plus grande partie de l'argent qu'il a emprunté dans ces derniers temps et il paiera ce même taux élevé sur ceux qu'il fera probablement à l'avenir.

Voyons de plus les méthodes extraordinaires auxquelles il a dû avoir recours, pour obtenir cet argent. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que les emprunts faits par le Canada sur le marché anglais, 1879 à 1894, se sont élevés à £29,900,000 tandis que ceux qui ont été faits de 1897 à 1909 se sont montés à £26,800,000. Sur ces premiers emprunts, le ministre des Finances dut payer £55,718 en courtage et £214,916 en commissions. Cela se passait sous l'ancien régime, à une époque où le crédit du Ca-

nada n'était pas censé être aussi bien établi qu'il devrait l'être aujourd'hui, après tous les progrès accomplis par le pays.

Le ministre des Finances actuel, de 1897 à 1909 a emprunté sur le marché anglais une somme de £26,800,000, le marche autant que pendant la période que je viens de mentionner. Sur ces emprunts il a payé £60,988 en courtage et £347,327 en commissions. Pour une somme moindre, il a payé £5,270 de plus en courtage et £132,411 de plus en commissions. Dans l'ensemble, pour des emprunts inférieurs à ceux qui ont été faits de 1879 à 1894, il a payé \$685,000 de plus. Et tout cela, malgré que, au cours de la dernière période, il ait eu l'avantage d'un marché de courtage beaucoup plus favorable que celui fait avec la Banque de Montréal en 1892.

Cette augmentation dans les taux est excessive et le fait d'avoir été obligé de payer des frais aussi exorbitants pour négocier ses emprunts, est une preuve qu'il n'a pas trouvé le crédit du Canada aussi solidement établi qu'il voudrait nous faire croire.

Le tableau suivant démontrera ce qui précède. Rappelons-nous que la période 1897-1909 tombe sous le régime du gouvernement libéral.

Années.	Sommes empruntées.	Courtage payé.	Commission payée.
1879-1894..	£29,900,000	£55,718	£214,916
1897-1909..	£26,800,000	£60,988	£347,327

Excédent payé par le gouvernement libéral... .. £ 5,270 £132,411

Excédent total en courtage et commissions: \$685,000.

Il n'est pas nécessaire d'entreprendre une longue critique des opérations du ministre des Finances; nous avons ici, en deux mots, la preuve des obstacles qu'il a eu à surmonter, et je crois avoir expliqué clairement les causes de ces difficultés.

Le ministre des Finances et ses collègues, qui sont momentanément sortis d'embarras, grâce aux cultivateurs et à la Providence, profiteront-ils de la leçon, et apprendront-ils à guider leur conduite sur les enseignements du passé? J'ai bien peur que non. L'honorable ministre des Finances vient de nous faire part de ses espérances d'obtenir bientôt un revenu de \$100,000,000 et de son intention de la dépenser entièrement. Il a communiqué à ses partisans dans l'attente, la bonne nouvelle qu'il pourra se montrer plus libéral en matière de dépense et j'ai remarqué que l'annonce de cette nouvelle a été saluée par de bruyantes acclamations.

Dans son exposé budgétaire, le ministre des Finances n'a rien dit qui indique son intention de mettre à exécution un projet dont il nous a entretenu l'an dernier, et dans lequel l'opposition l'a vivement engagé à persévérer. Ce plan consistait à

imiter le chancelier de l'échiquier d'Angleterre et de profiter des années de prospérité pour mettre de côté une certaine somme destinée à l'extinction de la dette publique. Quand les temps sont prospères, quand le Trésor regorge, quand les revenus sont abondants, le moment est bien choisi pour consolider les réserves du pays en instituant quelque chose comme un fonds d'amortissement qui servira à diminuer notre forte dette.

Notre dette est actuellement de \$325,000,000. L'an prochain, elle sera plus élevée; dans deux ans, elle aura encore grossi et il me semble très raisonnable de demander que pendant les années d'abondance, on fasse quelques provisions pour diminuer la dette publique, pour ranimer la confiance des prêteurs et pour affirmer notre intention, mais aussi de rembourser le capital.

Le Canada devra faire de nouveaux emprunts l'an prochain. Je vois qu'en 1910, il faudra remplacer environ \$38,500,000 qui seront arrivés à échéance; \$14,000,000 seront couverts par le fonds de réserve, mais il restera encore \$24,000,000 ou \$25,000,000 à emprunter. Cela ne comprend que les emprunts arrivant à échéance, et est en plus de ce que nous devons emprunter pour le Grand-Tronc-Pacifique, dont j'aurai à m'occuper dans un instant.

En 1911, nous aurons une autre échéance de \$8,555,000, qui nécessitera un nouvel emprunt. En 1912, \$30,500,000, et en 1913, encore une échéance de \$8,000,000. Tout cela est en plus de ce que nous aurons à emprunter pour compléter le Grand-Tronc-Pacifique.

L'honorable ministre des Finances en parlant de la dette, n'a presque rien dit des obligations que le Canada a encourues. L'honorable député de Qu'Appelle, par une interpellation a appelé l'attention sur ce point, mais le ministre des Finances y attache apparemment peu d'importance, puisqu'il n'en tient pas compte dans son exposé budgétaire.

Il n'en est pas moins vrai que le Canada a contracté des obligations et des obligations qui deviennent plus lourdes de jour en jour. Nous avons garanti £1,923,287 d'obligations du Nord-Canadien, à 3 p. 100 et pour le même chemin de fer £1,022,586 à 3½ p. 100, capital et intérêts; nous avons déjà garanti £5,200,000 pour le Grand-Tronc-Pacifique et vu que nous nous sommes engagés à garantir les trois quarts du coût total de la section des montagnes, cette obligation, avant la fin des travaux, atteindra un chiffre considérable. Et quoi qu'en puisse penser le ministre des Finances, sur quelque marché qu'il se présente, non seulement on lui tiendra compte des dépenses et du revenu et de la dette, mais on scrutera, et très minutieusement, toutes les obligations que le pays aura contractées,

et tout cela entrera en ligne de compte, lorsqu'il s'agira de déterminer le crédit du Canada.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance.

2e LECTURE

De divers projets de loi:

Le 1er (bill n° 61), déposé par M. Cash, concernant la Canadian Northern Railway Company.

Le 2e (bill n° 62), déposé par M. Smith, concernant la compagnie du chemin de fer d'Esquimalt à Nanaimo.

Le 3e (bill n° 63), déposé par M. Cash, concernant la compagnie dite The Manitoba and North-Western Railway Company of Canada.

Le 4e bill (n° 64), déposé par M. Ethier, concernant la compagnie de chemin de fer de la vallée de l'Ottawa.

REPRISE DE LA DISCUSSION DU BUDGET.

L'hon. M. FOSTER: Monsieur l'Orateur, je dirai maintenant quelques mots sur la question des dépenses, question dans laquelle le Gouvernement, plus que dans toute autre, peut-être, a fait de dangereux progrès, et a montré des disposition à ignorer complètement les principes que le parti libéral proclamait lorsqu'il était dans l'opposition. Sur cette question des dépenses, il est assez difficile d'entrer dans tous les détails, et je me bornerai à signaler quelques points saillants. Ce qui frappe d'abord, c'est la stupéfiante augmentation qui s'est produite dans les dépenses depuis 1897, jusqu'à ce jour.

L'honorable ministre des Finances, cet après-midi, en comparant les dépenses sous les deux régimes, a cherché à démontrer que le Gouvernement actuel a payé à même le revenu une plus forte proportion des dépenses imputables sur le capital que le gouvernement précédent. L'honorable ministre des Finances aurait pu facilement trouver une excellente raison pour qu'il en soit ainsi. Il avait les comptes publics sous les yeux, et un simple coup d'œil sur les chiffres lui aurait permis de constater que le Gouvernement actuel a prélevé sur le peuple, en impôts, le double de ce que le gouvernement précédent avait prélevé.

Le ministre des Finances avait donc deux fois plus de revenu à sa disposition que ses prédécesseurs et si à peu près les mêmes dépenses ont été inscrites au compte du revenu, sous les deux régimes, la proportion qu'il signale est à peu près égale. Durant les douze années et neuf

mois que le présent Gouvernement a été aux affaires, il a prélevé en impôts, une somme de \$618,000,000. Durant les douze dernières années et neuf mois, de son administration, le Gouvernement précédent a prélevé \$340,000,000. Le Gouvernement actuel a donc eu à sa disposition un revenu double de celui de ses prédécesseurs, et en vertu de la même règle et du même principe, il devait dépenser beaucoup plus pour ce que le ministre des Finances appelle des dépenses spéciales et des dépenses imputables sur le capital.

L'honorable ministre des Finances a aussi parlé de l'état de la dette publique et à ce propos, je tiens à rappeler à mon honorable ami et à la Chambre une remarque que j'ai eu occasion de faire dans un débat antérieur. Sous le régime libéral-conservateur, la dette publique a été augmentée de \$118,000,000. Sur cette somme, \$10,000,000 ont été employés à acquérir un domaine précieux pour l'Etat, sous forme de 7,500,000 acres de terre dans le Nord-Ouest, au prix de \$1.50 l'acre. Quand on mentionne cette addition de \$188,000,000 à la dette, il faut tenir compte également de l'actif. Or l'actif qui représente la dette du Canada n'est pas, en règle générale, un actif de rapport. Une bonne partie de cet actif est plutôt une source de dépense. Cet actif se détériore graduellement et exige, non seulement le paiement des intérêts sur la première mise de fonds, mais aussi des frais d'entretien et de réparation.

Dans le cas dont je parle, l'actif représente une valeur réelle, sous la forme de 7,500,000 acres de terres qui, si on les avait conservées, se vendraient facilement \$8 l'acre, et représenteraient une somme de \$60,000,000. Il suffit de signaler le fait pour que tout esprit impartial en tienne compte. Or je demande quel est l'actif de rapport, d'une valeur réelle le Gouvernement actuel a-t-il ajouté à l'avoir du pays, en échange d'une augmentation égale ou même plus considérable de la dette publique. Bien souvent nous l'avons vu très empressé de se défaire des terres de la Couronne, en les vendant à ses favoris, à des prix remarquablement bas.

C'était un cas où ce terrain avait été acheté au nom du Dominion pour demeurer entre les mains de ce dernier jusqu'à ce jour, comme formant d'une partie l'actif dont la valeur a augmenté considérablement, au point de représenter, même après un calcul très modéré, le montant que j'ai mentionné. Le Canada a dépensé en 1896, à toutes fins, \$41,000,000; en 1887, le chiffre de cette dépense s'élevait à \$43,000,000, soit une légère augmentation; mais en 1909 la dépense s'était accrue à la somme énorme de \$133,000,000, soit un peu plus que trois fois le montant des dépenses en 1896. Il est aussi futile qu'aisé, de dire que cette